

ANARCHO-SYNDICALISME ET LUTTES OUVRIERES

Σ ANARCHISME
CONTEMPORAIN
VENISE 84



atelier de création libertaire

**ANARCHO-SYNDICALISME
ET LUTTES OUVRIERES**

DEJA PARU

- Interrogations sur l'autogestion.
- L'Imaginaire subversif.
- Sociobiologie ou écologie sociale, de Murray BOOKCHIN.
- Femmes, pouvoir, politique, bureaucratie.
- Le pouvoir et sa négation.
- L'Œuvre et l'action d'Albert CAMUS dans la mouvance de la Tradition libertaire, de T. VERTONE.
- PA KIN, le coq qui chantait dans la nuit, de J.J. GANDINI (mai 1985).

I.S.B.N. 2-905691-00-X

**ANARCHO
SYNDICALISME
ET LUTTES OUVRIERES**

ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE
13, rue Pierre-Blanc
69001 LYON

TABLE DES MATIERES

Introduction	5
<i>Anarcho-syndicalisme et pouvoir</i> , par Daniel COLSON	11
<i>Syndicalisme révolutionnaire</i> , par Luis Andres EDO	41
<i>Le déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol</i> , par Octavio ALBEROLA	49
<i>Le dernier pays de l'utopie ouvrière ?</i> , par Yvon LE BOT	65
<i>Le syndicalisme : révolutionnaire dans le socialisme réel ?</i> , par Nicolas TRIFON	87

INTRODUCTION

Il ne va pas de soi, en 1984, de parler d'anarcho-syndicalisme. En particulier en France où l'effondrement spectaculaire des espérances et des discours « socialistes » (réformistes et révolutionnaires) vient renforcer les effets de la crise économique sur la combativité et les formes mêmes d'existence des différents secteurs salariés. Révision idéologique, remise en cause d'un syndicalisme en pleine déconfiture, adaptation « réaliste » et « moderne » à un ordre social et économique menacé qu'il s'agit de sauver et non plus de transformer ne sont-elles pas davantage à l'ordre du jour ? Sans même prétendre parler des ouvriers aux mains calleuses et en bleu de chauffe, qui donnaient corps à l'idée ou plutôt à l'imagerie révolutionnaire, est-il seulement encore possible de dire qu'il existe une classe ouvrière ?

Cette transformation, finalement récente, du paysage imaginaire des classes et des rapports de classes est d'autant plus surprenante qu'elle succède à une résurrection, tout aussi inattendue, des modèles anarcho-syndicalistes ou syndicalistes révolutionnaires au début des années 70, au lendemain des événements de mai 68. C'est alors que des responsables syndicaux de premier plan se découvrent, comme Edmond Maire en 1972, les « héritiers » de l'anarcho-syndicalisme, avant de revenir il est vrai à des conceptions plus conformes aux positions qu'ils occupent. De façon beaucoup plus significative c'est aussi par milliers qu'une nouvelle génération de militants syndicaux de base a alors réinventé, à travers la lutte revendicative et le développement des idées autogestionnaires, les positions et les pratiques anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires : lutte de classes, action directe, autonomie ouvrière, prééminence de l'action syndicale et refus de la voie politique comme moyen de transformation sociale.

Mais cette résurrection, globalement éphémère, même si elle continue de nourrir les représentations d'un grand nombre de militants, ne constitue-t-elle pas un simple emprunt démodé et formel du passé ? Comme les communards de 1871 qui croyaient refaire la Révolution française en adoptant les discours et les postures qu'ils avaient lus dans les livres, les militants syndicalistes du début des années 70 n'ont-ils pas cru, illusoirement, revivre le syndicalisme d'avant 1914 ? Ce doute ne devrait-il pas être étendu d'ailleurs à tout le mouvement dit de « mai 68 » : l'illusion, vite dissipée, d'une révolte ou d'une contestation empruntant les attributs d'un mouvement ouvrier mort depuis longtemps ?

Toutes ces questions ne sont pas absentes des textes qui suivent. Faut-il aller en Bolivie pour trouver « le dernier pays de l'utopie ouvrière » ? Le syndicalisme a-t-il encore un avenir révolutionnaire à l'Ouest ? Le marasme et les violentes divisions du syndicalisme libertaire espagnol ne sont-ils pas le signe d'un déclin irréversible de l'anarcho-syndicalisme là où il fut le plus vivant et le plus explicite ?

L'affirmation de ce déclin et, derrière lui, de l'effacement de la classe ouvrière comme force révolutionnaire, de son intégration ou de sa dissolution dans la reproduction de l'ordre capitaliste, n'a rien de très nouveau dans l'histoire du mouvement anarchiste et révolutionnaire. C'est même un point de discussion suffisamment ancien pour qu'on puisse, en même temps, ne pas redouter de l'aborder et ne pas prétendre, une fois de plus, trancher de façon définitive, dans un sens ou dans l'autre.

La lutte libertaire n'est pas nécessairement liée à la classe ouvrière. Elle peut se développer partout où il y a oppression, dans les rapports de classes, sans aucun doute, mais tout aussi fondamentalement dans les rapports entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les vieux, entre les ensembles humains les plus divers et leur environnement, comme dans l'ensemble des rapports sociaux les plus immédiats, là et partout où le désir de vivre se heurte à une limite et à une loi extérieures à lui.

En fin de compte seuls le mouvement et l'action pratique, l'association, le plus souvent contradictoire, des différentes luttes possibles à un moment donné, dans une situation donnée, peuvent dessiner et définir les formes et le contenu du mou-

vement libertaire, ceci contre tous les dogmatismes qui prétendent le figer dans telle ou telle figure historique.

L'anarchisme n'est pas un trésor qu'on s'approprie et qu'on conserve, il n'est pas un label qu'on se dispute devant les tribunaux ou à coups de manche de pioche. Il appartient à tous ceux qui se révoltent et luttent contre l'oppression et l'autorité, à tous ceux qui, à travers leur propre combat, s'unissent à d'autres luttes et sont ainsi à même de redécouvrir, de façon vivante, l'ensemble des expériences pratiques et théoriques des luttes libertaires passées.



L'anarcho-syndicalisme a-t-il encore un avenir ? Ou, sous une autre forme, la lutte ouvrière, le mouvement ouvrier sont-ils encore une voie possible pour une transformation libertaire de la société ? Seul l'avenir pourra répondre à ces questions. La publication des textes qui suivent et l'intérêt qu'ils témoignent pour l'anarcho-syndicalisme se justifient, plus empiriquement, par deux grandes raisons.

Une raison historique et théorique tout d'abord. Qu'on croie à son avenir ou non, l'anarcho-syndicalisme constitue la seule forme du mouvement libertaire qui ait eu une ampleur telle qu'il ait pu menacer l'ordre existant et faire deviner les linéaments de ce que pourrait être une société autre. En ce sens il est une référence obligée pour tous ceux qui se réclament de l'anarchisme.

Comment le mouvement libertaire peut-il exister sous la forme d'un mouvement de masse, occupant de vastes secteurs de la société ? Quelles formes organisationnelles doit-il revêtir ? Quelle place et quel statut la théorie doit-elle avoir dans un mouvement suffisamment vaste et complexe pour regrouper des millions d'individus, des milliers de structures et de situations sociales forcément très diverses ? Comment pourront s'exprimer et se réguler ces multiples positions particulières, propres à un mouvement qui n'aurait plus seulement, et déjà si difficilement, à associer quelques centaines de militants ?

Qu'il ait un avenir ou non, l'anarcho-syndicalisme fournit, de façon pratique, réelle, à travers son expérience historique,

une grande partie des réponses à ces questions, ou tout au moins la possibilité d'analyser les conditions de possibilité, les difficultés et les obstacles propres à un mouvement libertaire de masse. De ce point de vue toute réflexion, même partielle et, par définition, discutable est ici la bienvenue.

Une seconde raison, d'ordre sociologique, enfin. L'effacement apparent du projet, des pratiques et des formes d'organisation propres à ce qu'il est convenu d'appeler l'anarcho-syndicalisme n'est-il pas seulement conjoncturel ? La conjoncture d'une crise économique qui, avec le chômage et la restructuration industrielle, fait perdre aux espaces professionnels, provisoirement, et en partie seulement, la possibilité d'être le lieu de constitution d'un mouvement revendicatif et social organisé, visant explicitement à agir dans le sens d'une transformation des rapports sociaux ?

En effet, quelle que soit l'étendue des transformations du système productif, quelle que soit l'analyse que l'on puisse faire du système économique et social où nous vivons, il est bien difficile de penser que la sphère du travail, des rapports de travail, ne constitue plus ou va cesser de constituer l'essentiel de notre vie. Sources d'exploitation et d'oppression pour beaucoup d'entre nous, ces espaces sont aussi, pour tout le monde, investis de désir, de solidarité et de concurrence, de complicité et d'affrontement. C'est là (peut-être plus qu'ailleurs, plus que dans la famille) que nous jouons, dans tous les sens du mot, l'essentiel de notre vie.

Quelque élevé que soit le degré de dépossession que semblent manifester l'intégration croissante du système productif, la concentration des centres de décision et le raffinement des techniques de gestion du personnel, les espaces professionnels continuent de constituer et pour longtemps sans doute : 1) un des lieux essentiels où s'assurent la production et la reproduction de la société ; 2) un espace où, à l'extrême intégration des différents secteurs de la production, correspond l'éclatement des lieux de travail, chacun avec ses enjeux, sa logique et son équilibre propres.

Que les grandes machines syndicales patinent à s'articuler à ces espaces-là, que la vie extrêmement complexe et diverse des ateliers, des services et des bureaux ne trouve plus (ou moins) de relais qui puissent en rendre compte ou s'en pré-

valoir sur la scène des pratiques sociales reconnues, qu'elle ait en partie rejoint l'immense domaine d'une vie quotidienne non dite, ne signifie pas qu'elle a cessé d'exister et d'agir. Ce que l'on appelle les « majorités silencieuses », qu'il vaudrait mieux nommer la « vie sociale et imaginaire silencieuse », n'existe pas seulement sur le registre de droite, du côté des frustrations réactionnaire, du racisme et de la peur. On le retrouve aussi à gauche, en particulier derrière cet immense non-dit, cet inarticulé que constituent, depuis peu, le travail et la condition ouvrière.

De la Pologne à la Bolivie, en passant par les mineurs anglais et leurs frères noirs d'Afrique du Sud, l'utopie ouvrière a l'âme vagabonde. Morte ici elle renaît là, pour y mourir ensuite et renaître où on ne l'attendait plus. C'est qu'elle dispose, sous la relative fragilité des feux qui la signalent à nous, de l'âpre et durable permanence du salariat.

D. C.

ANARCHO-SYNDICALISME ET POUVOIR

par

DANIEL COLSON

Sociologue, Université de Saint-Etienne

L'hypothèse que je voudrais explorer dans ce texte pourrait se formuler ainsi : l'anarcho-syndicalisme, comme forme historiquement et géographiquement située du mouvement ouvrier, et, peut-être, comme structuration particulière, définissable, du mouvement social, obéit à une logique d'existence que l'on peut qualifier de non-pouvoir ou d'anti-pouvoir. Non qu'il définisse, de façon miraculeuse, une île d'utopie. Comme tout espace social l'anarcho-syndicalisme est entièrement traversé par des rapports de pouvoir ; mais ceux-ci, par le mode général de relations dans lequel ils s'inscrivent ou qu'ils constituent, y revêtent une existence particulière, qui leur interdit toute distribution hiérarchique et, surtout, toute autonomisation dans des structures et des institutions propres à en concentrer et à en instrumentaliser les effets.

Pratiques et discours anarcho-syndicalistes

Retrouver ou trouver le sens d'une logique sociale rompant aussi radicalement avec la domination, représentation obligée, toujours reconduite, de la sociologie comme de l'ensemble des sciences dites « humaines », ne va pas de soi. Comment prétendre saisir une logique de « non-pouvoir » à partir d'une approche théorique dont on sait justement qu'elle tend, comme naturellement, à réintroduire dans l'objet étudié les rapports de pouvoir qui la fonde ? Même le génie antinomique d'un

Proudhon n'y suffirait peut-être pas, si l'histoire de l'anarcho-syndicalisme et plus précisément l'histoire des conditions d'apparition de la référence anarcho-syndicaliste ne fournissait elle-même une première clef permettant de comprendre la spécificité d'une logique sociale qui affleure toujours comme possible et qui s'est donné, dans certaines formations sociales et pendant des périodes plus ou moins longues, une existence autonome.

Contrairement à ce que l'on croit généralement le projet anarcho-syndicaliste, ou plutôt les discours formulant ce projet, ne sont que très rarement l'expression de ce qu'il est convenu d'appeler l'anarcho-syndicalisme. Le plus souvent nés à côté ou après les mouvements dont ils se réclament, véhiculés par des groupements restreints, ils ont un statut et un rapport à ce dont ils parlent, finalement très proches de ceux qui soutiennent le discours sociologique, « scientifique » ou plus simplement théorique. Dans tous les cas il s'agit bien d'un discours construit après coup ou à côté, lié à une pratique purement discursive, propre à des lieux n'existant que pour la production de discours. Cet écart entre le projet anarcho-syndicaliste et les mouvements pratiques auxquels il se réfère n'aurait sans doute qu'un faible intérêt s'il n'était lié à trois autres caractéristiques :

— la pauvreté discursive tout d'abord. S'il justifie en permanence l'existence de groupes militants se proposant de faire connaître et d'appliquer un programme, un projet et une doctrine, le discours anarcho-syndicaliste doit se contenter, soit d'en rester à cette déclaration d'intention, forcément très brève, soit de confier, tout aussi brièvement, à la pratique et à l'action le soin de dire ou de révéler la richesse d'un message et d'un projet à proprement parler indicible, ne relevant pas du discours ;

— l'échec ou la grande faiblesse des espaces militants mettant en œuvre ce discours. Renvoyant sans cesse à un ailleurs ou un avant prestigieux, les groupes militants anarcho-syndicalistes ont toujours été, dès leur naissance, complètement marginalisés dans l'ensemble du mouvement ouvrier ;

— l'entêtement à exister d'une référence qui n'est pas seulement supportée par les petits groupes militants explicitement construits autour d'elle, mais qui est partout présente dans l'espace militant ouvrier, y compris dans les organisations les plus fermement opposées à elles.

Malgré sa persistance, et en dépit de son statut « théorique », le discours anarcho-syndicaliste montre ainsi de bien faibles capacités à rendre compte des mouvements sociaux dont il se réclame, comme à donner corps au projet qu'il prétend mettre en œuvre. Mais n'indique-t-il pas ainsi, paradoxalement, de façon négative, par son impuissance même, par son échec à convaincre, à regrouper un nombre significatif ou stratégiquement déterminant de militants et d'organisations autour d'un programme, d'un projet, d'une doctrine, la logique propre aux mouvements dont il se veut la mémoire et le représentant ?

Qu'observe-t-on en effet ? D'un côté de vastes mouvements, rassemblant des fractions importantes des classes populaires dans des structures nombreuses et diverses, aux discours multiples et souvent contradictoires, sans véritable expression unitaire et cohérente, sans qu'ils rendent compte par eux-mêmes de ce qui les constitue, de cette unité si sensible aux regards des observateurs extérieurs ou ultérieurs. D'un autre côté, des petites structures marginales, entêtées à défendre — sans mots et sans idées — des mouvements disparus ou étrangers, n'ayant plus ou pas d'existence propre là où il en est question, sauf sous la forme de souvenirs et d'espoirs. D'un côté un mouvement qui n'a pas besoin de discours unitaire et cohérent ; de l'autre une situation qui semble l'exiger de toute nécessité. Dans le passage de cette absence à cette exigence résident peut-être, non pas seulement le passage historique entre deux formes du mouvement ouvrier, mais aussi le passage théorique entre deux modes, radicalement opposés, d'existence du mouvement social et politique.

**

Passage historique tout d'abord, en deux temps. La référence anarcho-syndicaliste, au sens qu'elle revêt encore actuellement (1), apparaît en France au début des années vingt, d'abord dans la bouche et sous la plume des militants communistes, puis, très vite, comme référence revendiquée par les

(1) Outre une carrière orale dont il est très difficile de reconstituer l'histoire, le terme « anarcho-syndicalisme » a aussi été utilisé quelques années plus tôt, en Russie, dans un tout autre contexte. Il sert alors aux anarchistes de ce pays attirés par le syndicalisme, à se démarquer des « anarcho-communistes ». Sur ce point cf. P. AVRICH, *Les anarchistes russes*, Paris, 1979, en particulier p. 91-93.

petits groupes syndicalistes anarchisants qui s'opposent vainement au nouveau parti. Dans cette naissance, interne au mouvement ouvrier français, apparaît sans doute le plus nettement le passage entre d'un côté un espace militant se passant de théorie, de l'autre un agencement où la théorie est essentielle, où l'impuissance à théoriser, à produire du discours théorique condamne à la marginalisation.

Par la suite les choses se compliquent un peu. Progressivement reprise par l'A.I.T., la squelettique internationale syndicale libertaire, la référence anarcho-syndicaliste vient, de l'extérieur, définir, au début des années trente, la fraction la plus importante du mouvement ouvrier espagnol. Je laisse à d'autres le soin d'analyser la place que va jouer alors cette référence dans la vie de la C.N.T. L'adéquation, apparente, entre un mouvement extrêmement complexe, très vite confronté aux conditions très particulières de la guerre civile, et une définition venue d'ailleurs, durera peu de toute façon. Avec l'échec de la révolution espagnole et la dictature franquiste, la C.N.T. perd pratiquement toute existence significative en Espagne et — sous le même intitulé — change radicalement de nature. L'anarcho-syndicalisme, comme référence unitaire et fondatrice, peut alors acquérir le statut qui va devenir le sien par la suite, dans des structures que l'exil réduit à une fonction purement discursive et commémorative.

*
**

Passage théorique enfin. Non pas seulement « passage à la théorie » comme indicateur historique d'une différence, mais distinction théorique entre deux logiques de déploiement social et institutionnel.

Il n'est pas indifférent que ce soit le mouvement communiste qui, à sa naissance, ait relancé sur le marché des mots le terme anarcho-syndicalisme. Sans doute trouve-t-il rapidement en face de lui, ou plutôt dans le champ clos qu'il contribue à définir, des groupes militants se réclamant eux-mêmes de l'anarcho-syndicalisme. Mais la lutte sera brève ; attiré ou obligé de se définir sur un terrain qui n'était pas le sien, l'anarcho-syndicalisme est très vite rejeté, sous sa forme idéologiquement organisée, aux marges du mouvement ouvrier sans cesser pour autant de hanter ses discours et ses représentations, sous une forme de plus en plus mythique, fantasmatique.

Cette permanence dans le discours, depuis plus de soixante ans, d'un courant idéologique qui ne parvient pas à occuper de lui-même une place significative dans le champ militant ouvrier, qui n'existe que dans la bouche ou sous la plume d'autres structures généralement opposées à lui, parfois de façon radicale et déterminée, offre un grand intérêt car elle vient très directement recouper, d'une autre façon, ce que l'écart entre le discours anarcho-syndicaliste et les mouvements dont il se réclame montrait déjà. Elle en constitue la face inverse, positive cette fois. La logique propre au mouvement social dit anarcho-syndicaliste n'apparaît plus seulement dans son impuissance à donner corps à un discours théorique, capable de fonder l'existence de structures idéologiques occupant un vaste espace social ; elle apparaît, positivement cette fois, dans la nécessité où se trouvent les structures dominantes, construites à partir d'autres références, d'autres discours, de pourchasser sans cesse — en tentant de les épinglez idéologiquement — des attitudes, des comportements, des pratiques et des représentations qui ne relèvent pas du passé, qui ne se rattachent pas au passé, qui sont toujours présentes, toujours renaissantes, toujours à dénoncer et à exorciser.

Au risque de choquer les militants qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme on pourrait dire que les organisations les plus opposées à lui sont sans doute celles qui permettent le mieux d'en saisir la logique, non dans ce qu'elles disent, mais dans le rapport qui les lie à ce dont elles parlent, dans l'écart qu'elles essaient en vain de combler par des mots.

Que désigne le terme anarcho-syndicalisme dans le discours des organisations qui dominent actuellement le mouvement ouvrier ? Sans développer une analyse détaillée on peut dire qu'il vise essentiellement trois niveaux de réalité :

— des attitudes et des comportements individuels, marqués justement par l'individualisme, l'indiscipline, le franc-parler, le refus de soumettre son appréciation spontanée et immédiate à l'analyse tactique et stratégique de l'organisation — parti ou syndicat — à laquelle on « appartient ». L'« anarcho-syndicalisme » désigne alors un « tempérament », une « nature » ;

— des attitudes et des pratiques collectives, dites « sauvages », marquées du sceau de la violence, non qu'elles soient forcément violentes, au sens de « sauvagerie », mais parce que imprévisibles, spontanées, immédiates, à l'état « brut ». Là encore on retrouve un mode de pensée empruntant largement

au biologique, au discours sur la « nature », sauvage, indomptée, pleine de vie mais exigeant justement impérativement sinon un long dressage, tout du moins une éducation constante, le souci permanent de l'organisation, seule capable de lier, mobiliser et contenir toutes ces énergies dans un projet réfléchi, à long terme, stratégique ;

— un « spectre » enfin, empruntant au passé, au mythe originaire d'un mouvement ouvrier « primitif », disparu mais potentiellement toujours là, prêt à ressurgir des entrailles d'une classe ouvrière sans cesse tentée de revenir à l'illuminisme barbare de ses origines (2).

L'intérêt de ce discours, produit par des organisations opposées à l'anarcho-syndicalisme, ne réside pas d'abord dans ce qu'il dit de son adversaire. Ou plutôt, s'il parle bien de lui, dans un sens qui peut aider à en saisir le caractère autoritaire, c'est indirectement, *a contrario*, en indiquant ses propres contours, les limites et la logique d'existence des espaces qui le produisent.

Cette logique, on peut la désigner, avec Pierre Ansart (3), du terme de « stratégie idéologique ». Pour des raisons historiques complexes qu'il serait trop long de développer ici (4) des fractions militantes importantes, opposées de façon radicale à l'ordre des sociétés où elles s'inscrivent, ont donné naissance, en liaison institutionnelle et imaginaire avec la révolution russe, puis plus globalement avec le « camp socialiste », à des espaces militants spécifiques, socialement tout à fait réels, mais fondant leur réalité pratique, la réalité du champ institutionnel qu'ils constituent, dans l'imaginaire, dans le discours.

« Sanctuaires » (5) d'un type particulier, ces espaces militants se sont faits les gardiens vigilants des espérances révolutionnaires, du refus de l'ordre établi, mais au prix d'une identification totale de ces espérances et de ces refus avec l'institution chargée de les conserver. Du léninisme russe en exil, d'avant la révolution — petite structure professionnalisée,

(2) Cf. par exemple les textes de Gramsci sur le fordisme dans le cinquième cahier.

(3) Pierre ANSART, « Idéologie stratégique et stratégie idéologique », *Cah. Int. de Sociologie*, vol. LXIII, 1977.

(4) Cf., à paraître, D. COLSON, *Anarcho-syndicalisme et Communisme*, Saint-Etienne, 1920-1925.

(5) Sur cette notion cf. P. LUCAS, « Le travail gymnaste : rites mineurs du pays minier », *Cah. Int. de Sociologie*, vol. LXIV, 1978 ; « Complicité, Montceau-les-Mines », *Esprit*, n° 11-12, 1980 ; *La religion de la vie quotidienne*, Paris, 1981.

n'existant que par sa discipline et son extrême tension idéologique — à la bolchevisation des années vingt, en passant par la conquête du pouvoir d'Etat en Russie, le mouvement communiste constitue sans doute le meilleur modèle d'un mode d'existence politico-militant obéissant essentiellement à une logique de pouvoir. C'est ce que Pierre Ansart montre de façon suffisamment éclairante pour qu'on le cite un peu longuement :

« A l'opposé de l'utopie qui majorait les fins en ignorant les moyens, la stratégie idéologique se fait plus discrète sur le détail des finalités et tend à favoriser l'investissement sur les moyens de sa réalisation. Par un déplacement qui peut être gros de conséquences, l'instrument se pare des prestiges des objectifs dont l'idéologie avait assuré la légitimation (...). Le discours stratégique se propose de constituer un nouveau réseau de communication entre les agents, de participer à la mise en place d'une organisation essentiellement militante et efficace dans la poursuite des objectifs. Ainsi les valeurs de discipline et d'obéissance, qui n'avaient guère de sens au sein du mouvement initial de révolte, peuvent être invoquées dans la nouvelle organisation. Les termes de « confiance », « autorité », « dévouement », « contrôle » sont réactivés alors qu'ils faisaient partie de l'arsenal de l'idéologie conservatrice (...).

Lénine porte à l'extrême cette révision de l'idéologie révoltée en plaçant la violence du contrôle au cœur même de l'institution : alors que la révolte situait l'image de la mort dans le seul combat contre l'ennemi ou tendait à faire l'économie de la violence dans l'enthousiasme messianique, Lénine place la menace de mort au cœur de l'institution contre tous les membres qui s'en montreraient indignes » (6).

Structures de pouvoir construites autour du discours, sanctuaires consacrés à la célébration et à la conservation imaginaire et théorique d'espérances, de refus et de révoltes qui ne parviennent plus, ou mal, à se déployer en tant que tels, les organisations dominant actuellement le mouvement ouvrier, ou plutôt les structures idéologiques qui animent ces organisations en leur assurant cadres, militants, programmes et doctrines, n'existent pas seulement à travers les rites, les enjeux et les hiérarchies de leur fonctionnement interne. Si l'on peut parler à leur sujet de « stratégie » c'est aussi parce qu'elles s'inscrivent, avec leur appareillage idéologique, leurs concepts et leur mode de classement, dans le champ symbolique qui règle les divisions sociales, les multiples conflits, de classes, de sexes, d'âges, de groupes, etc. Le conflit constitue le véritable terrain

(6) Article cité, p. 235-236.

d'exercice des appareils idéologiques qui se sont autonomisés au sein du mouvement ouvrier. Sans cesse manipulés par la définition des protagonistes, insérés symboliquement dans des affrontements plus vastes, inscrits dans le temps stratégique des manœuvres à court et à long terme les conflits alimentent le champ de bataille où, affrontées à d'autres appareils, et à l'ensemble des réseaux de pouvoir propres à l'ordre social qu'elles combattent, les différentes organisations du mouvement ouvrier assurent leur reproduction.

*
**

Si l'on veut bien admettre que le terme « anarcho-syndicalisme » ne renvoie pas à une structure idéologico-stratégique, un appareil disposant d'un espace propre, manœuvrant aux côtés des autres sur le champ de bataille des affrontements sociaux, si l'on reconnaît dans cette notion le simple effet de classement d'un mode d'être politico-militant où le langage joue un rôle déterminant, à quelle logique sociale faut-il rattacher les réalités qu'il vise ? Cette logique est-elle une ? Les différents niveaux de réalité empirique qu'ils désignent ont-ils quelque chose en commun ?

Indiscipline, franc-parler, indépendance d'esprit, individualisme, souci de l'effet immédiat, etc. désignent une série d'attitudes sans doute les plus nettement opposées aux dispositions de discipline, d'esprit d'organisation, d'identification, de dévouement et de soumission qu'exigent les organisations de type idéologico-stratégique et, à travers elles, à la logique qui préside à leur fonctionnement. Mais ne caractérisent-elles pas, plus globalement, un ensemble de comportements et d'attitudes que se doivent de corriger un grand nombre d'autres institutions, de l'école à l'armée, sans oublier, et ce ne sont pas les moindres, tous les lieux de travail ?

Contrairement à ce qu'il pourrait paraître, cet élargissement ne dilue pas l'analyse que nous essayons de mener ici. Sous la forme de « sanctuaires » plus ou moins violemment opposés à l'ordre établi, la stratégie idéologique s'inscrit bien, comme le montre P. Ansart, dans une logique d'organisation et de fonctionnement propre à toutes les grandes institutions qu'elle dénonce et combat par ailleurs. Elle ne constitue finalement qu'une forme particulière de cette logique plus générale d'oppression et de domination que Michel de Certeau désigne,

lui aussi, du terme de « stratégie » (7). Comme les autres institutions qui règlent les nombreux canaux de la domination, comme l'école, l'armée, l'Eglise, les entreprises et les différents appareils d'Etat, les structures qui se sont imposées au sein du mouvement ouvrier disposent d'un « lieu », d'un « propre », d'un espace qui peut dominer le temps, où peuvent se capitaliser les avantages acquis, d'où l'on peut s'étendre vers l'extérieur, se replier quand tout va mal. Comme elles, les organisations dominant le mouvement ouvrier constituent un lieu de pouvoir, un lieu de manipulation des forces et des conflits, et, surtout, un lieu d'élaboration théorique. En effet la théorie, la construction de systèmes idéologiques vastes et cohérents, capables d'assurer la cohésion de l'espace contrôlé, de négocier en permanence les relations avec l'extérieur, de classer, découper, regrouper, hiérarchiser et mettre en forme les multiples conflits de la vie sociale, constitue la marque propre des espaces stratégiques qui ont assuré, jusqu'ici, l'ordre et la domination dans l'ensemble de la société.

Tactique et utopie

A leur tour, et par contraste ou opposition, les comportements et les attitudes individuelles qualifiées d'anarcho-syndicalistes peuvent perdre leur caractère de substrats naturels à humaniser ou à socialiser. A leur tour ils peuvent être rapportés à une logique sociale que de Certeau désigne du terme de « tactique », et qui se manifeste par un ensemble de pratiques, d'attitudes, de modes de penser, de manières d'être que l'on retrouve toujours du côté des opprimés, de tous ceux qui subissent, d'une façon ou d'une autre, les effets des espaces de domination. Art du faible, de celui qui ne parvient pas à s'identifier aux grandes machines sociales, la tactique se caractérise par l'absence de lieu à elle, d'un espace propre, par l'impossibilité où elle se trouve de stocker le moindre avantage, par l'action au coup par coup, par le mouvement (7 bis). La tactique agit toujours sur le terrain de l'autre, par braconnage ; elle profite des occasions, elle compte sur la chance, sur les

(7) Cf. principalement *L'invention du quotidien*, tome I, p. 82 et suiv.
(7 bis) Sur ce point cf. également Gilles DELEUZE et Félix GUATTARI, *Mille Plateaux, capitalisme et schizophrénie*, Paris, 1980, entre autres p. 46 sur la distinction entre meutes et masses et p. 152 sur la correspondance entre paranoïa/monomanie et classes dominantes/classes populaires.

failles du système qu'elle affronte. Ruse et art de la surprise, elle apparaît toujours dans les discours dominants sous la forme de l'« impertinence » au double sens du mot. Sans espace à elle la tactique est absence de pouvoir et surtout de représentations construites et conséquentes. Art du jeu de mots, de la répartie, elle vient sans cesse, à la façon des sophistes, trouver et interrompre les grands raisonnements, les grands développements. Au regard théorique de la stratégie, prétendant embrasser l'espace, et le temps à travers l'espace, parce que « voir c'est prévoir », la tactique oppose le mot d'esprit, l'art de faire des coups aux dépens des espaces qui s'imposent à elle, mais sans jamais parvenir à la maîtriser.

Cette logique de non-pouvoir, mais n'existant que dans l'espace du pouvoir, partout présente, mais sous une forme apparemment atomisée sans autre effet durable que sa scintillante répétition, n'est pas réductible à un jeu purement individuel. On la retrouve aussi à l'œuvre dans les attitudes et les pratiques collectives qualifiées d'anarcho-syndicalistes. Les grèves dites « sauvages », les émeutes soudaines et imprévisibles, les grands embrasements surgis on ne sait d'où, les mouvements de révoltes constituent eux aussi, de façon collective cette fois, des trouées, des interruptions dans le tissu du temps propre aux espaces du pouvoir. La violence, l'incendie des châteaux, des églises et des préfectures, la destruction des machines, le pillage et les assassinats peuvent, à des degrés divers, marquer ce mouvement de table rase, d'effacement de tout ce qui faisait la trame de la domination. Ils n'en sont que le signe le plus visible. La non-violence, la résistance passive, la grève soudaine, joyeuse et bon enfant, « respectueuse des biens et des personnes » peuvent produire les mêmes effets, rendre inopérants les mécanismes habituels de contrôle et de reproduction, modifier les relations les plus immédiates comme l'horizon des représentations sociales. Dans ces moments où « tout semble possible », parce que tout ce qui assurait l'ordre et la marche du monde semble arrêté, les grandes structures, celles de l'ordre établi, comme celles du mouvement ouvrier, peuvent perdre toute réalité et, l'« espace » d'un moment, s'évanouir dans une situation de non-pouvoir, inimaginable jusqu'alors, comme elle le sera par la suite.

On peut comprendre que cette logique de non-pouvoir, aux effets imprévus et imprévisibles, puisse, à la façon d'un spectre, hanter la nuit des appareils qui se sont imposés dans le mou-

vement ouvrier. Sans doute ceux-ci n'ont-ils pas lieu de craindre des attitudes individuelles qui, pour être permanentes et répandues, justifient aussi l'existence et le perfectionnement continu des moyens qu'ils se donnent pour se reproduire. Les brusques flambées de violence ou de dissidence collectives constituent par contre, dans leur capacité à suspendre l'existence même des organisations ouvrières, une menace plus perceptible. Simple remise en cause provisoire, finalement payante lorsque sporadiques et dispersées, elles ne font qu'alimenter et augmenter le capital revendicatif à négocier, elles peuvent devenir une véritable hantise lorsque, généralisées et provisoirement incontrôlables, elles semblent vouloir renouer avec un rêve patiemment refoulé sous les programmes, les calendriers, les analyses et les théories, lorsqu'elles renouent avec le lieu imprenable de l'utopie.

En effet, comme le montre de Certeau la résistance des opprimés ne passe pas seulement par les pratiques de non-pouvoir que sont les savoir-faire tactiques. Elle s'inscrit également dans un mode de représentation du monde inatteignable parce qu'il est celui du rêve, du surnaturel et de l'utopie. Atomisée, réduite à la superstition, au culte de la chance, comme aux mille manipulations de la presse à sensation, des shows télévisés ou des discours politiques et religieux, cette capacité à rêver d'un autre monde reste entière, toujours là, à l'abri d'un langage apparemment réaliste, facilement fataliste, dont seul le cynisme parfois trop appuyé laisse deviner la charge de refus et de révolte.

Sans doute la focalisation de cette capacité de rêve et d'utopie, dans les grands mythes de la « révolution », du « grand soir », de la « grève générale » est-elle plus qu'incertaine. Elle peut tout aussi bien s'opérer en faveur de tout autre événement, guerrier, sportif ou religieux, de tout autre mouvement ou de tel ou tel personnage charismatique et providentiel, facilement épinglable idéologiquement. Elle n'en reste pas moins un souci permanent pour les cercles les plus militants des organisations ouvrières.

Gardiens du temple, ce sont eux les plus à même de présenter le retournement toujours possible d'un discours patiemment capitalisé pour leur fonctionnement, articulé depuis longtemps déjà aux paradis extérieurs les plus capables de fonder leur pouvoir, mais toujours prêt à alimenter de nouveau les

dispositions permanentes à l'utopie des couches sociales opprimées.

Un lieu sans ailleurs ou un ailleurs sans lieu ?

En redonnant un sens social à ce qui ne semblait relever que du « biologique » et plus généralement de la « nature », limite de toute forme de socialisation, et en mettant en évidence le caractère de non-pouvoir de cette logique sociale, un auteur comme de Certeau aide sans doute à approcher l'objectif exposé au début de ce texte. Nous sommes pourtant loin du compte. Logique de non-pouvoir, l'anarcho-syndicalisme, ou plutôt ce que les structures fondées sur le pouvoir désignent de ce terme, ne perd-il pas toute possibilité d'être autre chose qu'un « lieu » sans espace, un ailleurs sans doute irréductible et imprenable mais parce qu'il n'existe que dans le rêve et à travers les failles du seul ordre possible : l'ordre du pouvoir, omni-présent, occupant nécessairement la totalité de l'espace social ?

Sans doute peut-on s'interroger. Cette logique de non-pouvoir doit-elle forcément correspondre aux seules tactiques individuelles, aux embrasements collectifs sans lendemains et à l'alternance intemporelle de la chance et du malheur, pensable sur le seul registre de l'utopie ? Ne peut-elle pas se déployer pour elle-même, durablement, dans un espace qui lui appartiendrait, aussi réduit ou dominé soit-il, mais témoignant ainsi d'une toujours possible extension à l'ensemble de la société ?

Comme le montrent des auteurs aussi différents, voire opposés, que Richard Hoggart (8) ou Michel Verret (9), la tactique, telle qu'elle est définie par de Certeau, n'agit pas seulement sur le terrain du pouvoir, dans les interstices d'un espace où elle n'aurait pour toute réalité que sa permanente et ponctuelle répétition. Vie au présent, « jouissance au jour le jour », ne se fiant qu'au « destin » et à la « chance » (10), sens de la répartition, goût pour les jeux de mots, les proverbes contradictoires, fermés à tout développement discursif mais qui clouent si bien le bec aux coupeurs de cheveux en quatre, aux donneurs de leçons et d'explications, ne caractérisent-ils pas les

(8) Richard HOGGART, *La culture du pauvre*, Paris, 1970.

(9) Michel VERRÉ, *L'ouvrier français, l'espace ouvrier*, Paris, 1979.

(10) HOGGART, *op. cit.*, p. 183 et suiv.

espaces populaires ? Impuissance imaginaire et matérielle à calculer en fonction de l'avenir, à définir une stratégie familiale ou de groupe, refus de toute différenciation, de toute singularisation, rabattement obligé des idées et des comportements sur une solidarité de groupe toujours prête à tuer dans l'œuf ou à rejeter au dehors ce qui pourrait y introduire une échelle distinctive et un début de hiérarchisation : autant de caractéristiques qui ne définissent pas seulement une maîtrise de l'instant ; qui, de la famille aux relations de voisinage, de travail, de langage, de modes vestimentaire, culinaire, musicale, etc., sont bel et bien constitutives d'un espace propre, celui des classes populaires, dont on peut justement, comme à plaisir, souligner, avec Bourdieu, l'autonomie, la pure adhérence à soi-même, l'opposition substantielle, quasiment ontologique, aux autres espaces sociaux, à ceux des grandes machines instituées comme à l'ensemble des autres classes (11).

« Principe de conformité » contre « principe de distinction » si l'on veut. A l'abri de leur amour pour le destin qui les accable et pour la nécessité qui commande le moindre détail de leur vie, les espaces populaires répéteraient inlassablement une logique de fonctionnement faite de dépossession et de non-pouvoir, sans autre espoir que le rêve intemporel et irréel d'un autre monde, mais qui, par leur épaisseur et leur substance même, s'opposeraient radicalement et durablement à l'ensemble des mécanismes sociaux qui dominent la société, à leur logique propre de pouvoir et de domination.

Il est vrai qu'en faisant exister, de façon permanente, de vastes espaces sociaux, les classes populaires ne garantissent en rien la possibilité, affirmée par le mouvement ouvrier, d'un déploiement idéologique et organisationnel capable de disputer l'hégémonie sociale. Parce qu'elles sont liées à la dépossession, à l'impossibilité consciente d'accéder aux avantages symboliques que procure la distinction, à l'exclusion radicale de tout ce qui contribue à assurer le développement et la reproduction de l'ordre social (sauf à en être le premier moteur immobile, le point de référence négatif, le repoussoir) les caractéristiques de non-pouvoir des espaces propres aux classes populaires ne condamnent-elles pas celles-ci à être perpétuellement dominées et, surtout, à voir sans cesse toutes les tentatives d'émancipa-

(11) Cf., entre autres, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, 1979.

tion, et les organisations qu'elles se donnent pour jouer un rôle dans le jeu du contrôle social, se retourner contre elles et obéir, à leur tour, à la logique de pouvoir et de domination propre au liant de la distinction ?

Aux espérances intemporelles, hors de ce monde, ou cachées dans ce monde, d'un de Certeau, fondant la logique sociale propre aux opprimés dans un ailleurs sans lieu, répondraient ainsi les désespérances d'un Bourdieu, fondant cette logique dans un lieu sans ailleurs ; double réponse, ayant chacune pour effet d'introduire radicalement le doute dans toute possibilité d'un déploiement militant ouvrier fidèle aux logiques d'existence des classes populaires, échappant aux logiques de pouvoir ; double réponse que questionne à son tour — dans les termes mêmes qu'elles mettent en œuvre — ce que l'on peut savoir des agencements organisationnels et imaginaires ouvriers dits « anarcho-syndicalistes ».

Aux frontières des classes

Aussi distincte et spécifique que puisse être l'existence des classes populaires, elles ne manquent pas d'entrer en relation avec les autres classes comme avec l'ensemble des institutions chargées, à partir d'autres principes, d'assurer la reproduction, le développement et l'ordre de la société. Or ces relations ne sont pas seulement de l'ordre de l'exclusion et du renoncement mais aussi de la tentative permanente, aux frontières des classes, aux marges des espaces populaires, de franchir le cercle enchanté, de s'arracher à l'« insignifiance » et d'accéder au « sens », absurde et arbitraire mais si efficace, de la « distinction ». De l'armée à l'Eglise, en passant par l'école, puis par les différents appareils d'Etat, des voies de passage existent, d'abord très étroites et sélectives mais qui se sont progressivement élargies depuis l'apparition de la classe ouvrière. En s'identifiant à de vastes appareils, de plus en plus imbriqués avec les appareils d'Etat, le mouvement ouvrier constitue sans doute, à son tour, pour une fraction des classes populaires un moyen de « sortir de sa condition ». Ce rôle est plus récent qu'il peut paraître et ses effets, en nombre et en degré de réussite, restent à être évalués. A l'exception des possibilités, peu nombreuses, offertes par les appareils internationaux, en particulier par la Troisième Internationale et, derrière elle, par

l'Etat russe, les organisations ouvrières ont très longtemps été maintenues en lisière des autres classes comme de l'ensemble des grandes institutions chargées d'assurer la reproduction de l'ordre social.

Et pourtant, comme le montre Jacques Rancière (12), les milieux populaires n'ont pas cessé, dès la première moitié du XIX^e siècle, de sécréter, à leurs marges, des franges d'ouvriers fascinés par les « passions bourgeoises », sans cesse attirés, comme des papillons de nuit, par les mille feux de la distinction bourgeoise. « Les premiers militants ouvriers ont commencé par se prendre pour des poètes ou des chevaliers, des prêtres ou des dandies » (13). Ils n'ont guère cessé par la suite, avant, tout du moins, que le modèle « prolétarien », celui du « prolétariat » d'Etat, gardien des « arts et traditions populaires », ne vienne suppléer l'affaiblissement des affrontements de classe. Au paradoxe d'une « dignité ouvrière » s'affirmant dans les canons « bourgeois », d'un « séparatisme ouvrier » nourri de poèmes, de romans, de musique, de mode vestimentaire, de manières de parler et d'écrire, doublement « empruntés » aux classes et aux institutions dominantes (14), d'une « émancipation ouvrière » ne se représentant l'avenir que sous la forme d'une « civilisation bourgeoise sans exploités, une chevalerie sans seigneurs, une maîtrise sans maîtres ni serviteurs » (15), bref, au « petit bourgeois » typique que fut l'ouvrier ouvrieriste Proudhon, correspond une différenciation de classes suffisamment radicale pour donner naissance à ce monstre sociologique que constituent les espaces militants ouvriers. Effervescence distinctive, Antée moderne, sans cesse repoussés vers la conformité qu'ils refusent, mais tirant de ce double rejet le désir toujours renouvelé d'affronter l'ordre social, les milieux militants ouvriers, avec leurs anarchistes à lavallières, leurs « chevaliers du travail », leurs petits bourgeois tirés à quatre épingle, leurs règlements minutieux et tatillons, leurs « caveaux poétiques », leurs jurys d'honneur, leurs « minorités agissantes » et le mépris si souvent affirmés des orateurs ouvriers pour la « masse » venue les écouter, trouvent alors, au temps de leur splendeur, la possibilité d'exister comme

(12) En particulier dans *La nuit des prolétaires*, Archives du rêve ouvrier, Paris, 1981.

(13) J. RANCIÈRE, *Le philosophe et ses pauvres*, Paris, 1983.

(14) Sur ce point cf. D. COLSON, « Anarchisme et mouvement ouvrier français », *I.R.L.*, n° 25, février 1979.

(15) J. RANCIÈRE, *La nuit des prolétaires*, op. cit., p. 60.

agencement imaginaire et organisationnel spécifique, en rupture avec toutes les autres logiques sociales.

Avides de « dignité », de « reconnaissance sociale » et de « considérations distinguées », dans un monde dominé par la distinction mais qui, magiquement, se refuse à eux en les utilisant pour se distinguer lui-même, les militants ouvriers peuvent entretenir leur colère sur le terrain de cette reconnaissance qui leur échappe, de cette dignité qu'on leur refuse. « Exclus » du banquet symbolique ils ne sont pas pour autant prisonniers des codes de l'exclusion. Intermédiaires et transfuges doublement écorchés vifs ils peuvent aussi nourrir leur colère à l'extérieur du cercle enchanté qui les blesse. En effet, par la position qu'ils occupent ils sont à même de percevoir l'ambiguïté du conformisme ouvrier, signe visible et caché de la relativité du sens propre au champ de la distinction. A leurs yeux de parias la forme peut prendre un sens et la quantité devenir qualité ; de là leur colère et leur violence, les invectives qu'ils lancent à leurs « frères de misère », leurs appels répétés pour qu'ils sortent du sommeil et de l'ignorance, pour qu'ils deviennent ce qu'ils sont : les barbares innombrables d'un monde qui, non content de les exploiter, fonde sa dignité dans leur indignité, mais qu'ils peuvent, parce que barbares, et comme les cosaques de Cœurderoy (16), toujours menacer et détruire.

L'invective n'est pas pour autant le seul mode d'échanges entre les classes populaires et les militants ouvriers. Ceux-ci ne passent pas leur temps, nouveaux prophètes d'Israël, à crier dans le désert. Conformisme ouvrier, incompétence populaire à « parvenir », manque d'intérêt réaliste pour les discours construits, le langage contraint et les bonnes manières, ne se contentent pas de prendre sens — comme point d'appui négatif — dans le jeu de la distinction. Parce qu'ils définissent aussi, et avant cela, un ensemble de pratiques nécessaires à la reproduction de la vie des milieux populaires, ils sont toujours prêts, à travers les multiples affrontements qui naissent inévitablement d'une vie précaire, à prendre une autre signification, à se transformer en contre-valeurs positives, à devenir solidarité active, « parler libre » et « refus de parvenir » (17).

(16) Ernest CŒURDEROY, *Hourrah !!! ou la révolution par les cosaques*, Londres, 1854, accessible dans *Pour la révolution*, Paris, 1972.

(17) Sur le rôle de cette formule dans le syndicalisme révolutionnaire français cf. l'ensemble des écrits de Pierre MONATTE.

Dans le système d'échanges entre militants et milieux populaires, qui passent longtemps par les grandes cérémonies et les fêtes collectives des meetings, les militants sont aussi des « porte-parole », les tribuns enflammés de la solidarité ouvrière, du langage de la « Justice » et, par dessus la grisaille quotidienne, du rêve propre aux classes populaires. Celles-ci ne vibrent pas seulement au son des trompettes et des violons, des transfigurations musicales de leur vie de tous les jours, elles savent aussi se reconnaître dans le discours enflammé de la justice et de la lutte, du rappel dramatique des martyrs et des combats passés dont les militants ouvriers se sont faits la mémoire et les témoins (18).

Signes de contradictions, porte-parole et grands imprécateurs, déclassés et révoltés, les militants et le milieu où ils inscrivent leur vie et leurs activités immédiates ne se situent pas aux seules marges des classes populaires, dans le no man's land des rapports de classes. Les fêtes et les meetings, comme les grèves et les manifestations, ne sont qu'un des aspects, important et spectaculaire, des relations entre militants et classes populaires. « Famille prolétarienne », « classe ouvrière organisée », « fractions ouvrières organisées », le « mouvement ouvrier » constitue un espace propre, distinct des milieux populaires, même s'il tisse avec eux de nombreux liens. Des structures syndicales assurant des tâches de défense et de négociation immédiates, aux groupements anarchistes et socialistes, déployant leurs rêves de dignité et de vie autre sur la scène prestigieuse (et trompeuse) de la politique ou (plus réaliste) de l'utopie, en passant par les bourses du travail avec ses spectacles, ses nombreux et divers services, les amicales laïques et les coopératives, les organisations ouvrières définissent un vaste ensemble social prétendant, en même temps, recouvrir et réorganiser peu à peu la totalité des espaces ouvriers, et concurrencer, avant de les absorber ou de les détruire, la totalité des autres institutions sociales ; ceci sur la base de valeurs et de règles de fonctionnement affirmées comme radicalement autres.

L'échec historique de ce projet et le double phénomène : 1) d'absorption des structures militantes ouvrières dans les instruments d'intégration du système social général ; 2) de

(18) Sur cet aspect de la relation entre milieux populaires et militants cf. Y. LEQUIN, *Les ouvriers de la région lyonnaise, 1848-1914*, Lyon, 1977, deux volumes.

repli militant sur des sanctuaires obéissant à une logique stratégique, articulés à des espaces imaginaires et institutionnels entièrement construits sur une logique de pouvoir, suffisent à introduire le doute sur la réalité passée de ses prétentions, au moment où pour ses adversaires comme pour ceux qui s'en réclamaient, elles apparaissaient comme réalistes et évidentes. Même alors, et malgré un enracinement indiscutable dans la vie, les valeurs, les manières de voir et de sentir des classes populaires, le mouvement ouvrier a-t-il été réellement en harmonie avec elles, sauf de façon sporadique, dispersée et ponctuelle ? Production mixte et contradictoire, du côté de la classe ouvrière mais au contact de celle-ci avec le reste de la société, ne lui a-t-il pas fallu très vite, dès sa naissance et aussi poreuse que soit la frontière le mettant en relation avec les milieux populaires, compter sur ses propres forces ? Ne lui a-t-il pas fallu très vite produire ses propres raisons d'espérer, ses propres enjeux et intérêts, pour résister dans les périodes de replis et d'abattement, lorsque même les invectives ne trouvaient plus d'oreilles pour être entendues, pour faire face aussi — de l'autre côté pourrait-on dire, s'il n'était pas en partie le même — aux pressions des autres classes et, surtout, des grandes institutions de régulation sociale, répressives le plus souvent, mais dissolvantes aussi, et aussi inventives que l'induisaient le développement de la classe ouvrière et les métamorphoses de ses modes d'inscription dans le tissu social et politique (19) ?

En d'autres termes, et dans le cadre des repères théoriques utilisés dans ce texte, en quoi l'espace spécifique, défini par ce que l'on appelle le mouvement ouvrier, peut-il prétendre : 1) ne pas constituer un espace « stratégique », mettant en œuvre une logique de pouvoir ; 2) être fidèle, sous une forme offensive et distincte, aux attitudes tactiques, au parler libre, au sens de la solidarité, au refus de toute hiérarchisation distinctive et aux aspirations utopistes des classes populaires ?

(19) De l'euphorie œcuménique de 1848, au succès populaire du Front du même nom et de la résistance victorieuse, en passant par les bonnes dispositions du pouvoir impérial, le « boulangisme », les syndicats jaunes, le millérandisme et l'action de l'Eglise, l'exemple français mériterait à lui tout seul un grand nombre d'études pour mettre à jour les tentatives toujours reprises et en partie couronnées de succès pour intégrer la classe ouvrière.

La spécificité des espaces militants ouvriers

« Contradictions », « confusion », « incohérence », « palinodies », les termes plus ou moins péjoratifs ne manquent pas, sous la plume des historiens (20), pour caractériser les pratiques et les discours des militants ouvriers jusqu'à l'entre-deux guerres environ, jusqu'au moment où l'arrivée d'intellectuels d'origine bourgeoise dans les appareils ouvriers et, surtout, l'articulation d'une partie de ces derniers avec les appareils de l'Etat russe et de la Troisième Internationale viennent, avec plus ou moins de bonheur, mettre un peu d'ordre, de cohérence et de justifications construites dans les discours et les pratiques des militants ouvriers.

Secrétaire de syndicat défendant des positions violemment anti-électorales sur le terrain de l'action revendicative et membre, par ailleurs et au même moment, de comités républicains ou radicaux socialistes. Militants socialistes ou communistes actifs, proclamant la supériorité du syndicat sur le parti. Passage incessant, dans les deux sens, des groupements socialistes aux groupements anarchistes, à une époque, la fin du XIX^e siècle où « l'habitude s'était prise d'aller avec n'importe qui et n'importe où » (21). Anarchistes écrivant dans la presse guesdiste (22). Communistes participant à un journal d'inspiration libertaire (23). Groupes anarchistes dénonçant le syndicalisme et fournissant régulièrement des cadres syndicaux qui, au terme de leur mandat, reviennent dans leurs groupements d'origine pour attaquer de nouveau le « fonctionnarisme » syndical. Militants venant acclamer les appels à la révolte de Louise Michel, pour appeler à leur tour le lendemain à voter pour les candidats « républicains ». On pourrait multiplier les exemples, les situations les plus surprenantes, comme en 1888, lorsque les « possibilistes » décident de tenir leur congrès à Troyes et qu'ils en confient l'organisation à leur groupe local. Celui-ci, minoritaire dans la ville, se fait déborder par les syndicats locaux qui vont se charger d'organiser un congrès « socialiste » où les possibilistes seront absents mais qui verra

(20) Cf. principalement Y. LEQUIN déjà cité et aussi Michelle PERROT, *Les ouvriers en grève*, Paris, 1973, deux volumes.

(21) LEQUIN, *op. cit.*, tome II, p. 299.

(22) Cf. Claude WILLARD, *Le mouvement socialiste en France 1893-1905, Les Guesdistes*, Paris, 1965.

(23) *Le syndicaliste révolutionnaire*, n° 1, déc. 1921 ; il paraît jusqu'au premier semestre 1922.

de nombreux dirigeants guesdistes voter, comme tout le monde, une motion préconisant la grève générale combattue et dénoncée avec violence par ailleurs par leur organisation (24).

Parler, comme le font les historiens, de « fluidité des hommes et des idées » (25), d'« indifférence à l'égard des corps doctrinaux et des organisations trop rigides » (26), d'« éclectisme politique » (27), permet de mettre en évidence l'absence ou le refus, dans les espaces militants d'alors, de structures unifiées autonomes et totalitaires, construites autour d'une discipline, d'une hiérarchie et, surtout, d'un discours propre assurant leur identité et une reproduction durable. Autonomie quasi totale des groupements de base par rapport à leurs homologues nationaux, quand ils existent, échanges permanents de militants, ouverture alternée, successive ou simultanée à tous les thèmes et positions existant dans les espaces ouvriers pendant une période donnée, méfiance « instinctive » face à toute formulation doctrinale trop construire, résistance « sourde » et « tenace » des militants à l'« incarnation du socialisme en parti (...) comme s'ils craignaient d'être pris à quelque piège » (28), traduisent bien, sous une forme descriptive, la grande porosité des milieux militants aux espaces ouvriers, leur attachement pratique à une appartenance de classe à la fois unitaire et contradictoire dans ses prises de positions, qui « fonde son action moins sur la réflexion doctrinale que sur les réflexes d'une sensibilité collective écartelée entre l'intégration de chaque jour et l'espérance révolutionnaire » (29), pour qui « la formulation doctrinale est un leurre » et « l'unité fortement ressentie par tous comme une nécessité correspondant à un fort sentiment de classe qui transcende toutes les constructions théoriques » (30).

Cette inscription du mouvement ouvrier dans la classe ouvrière — bien réelle et déterminante pour la forme qu'il revêt — ne doit pas masquer cependant sa spécificité, la logique propre aux espaces qu'il constitue. Contrairement aux images que véhiculent des termes comme « éclectisme », « indiffé-

(24) Robert BRÉCY, *La grève générale en France*, Paris, 1969.

(25) PERROT, *op. cit.*, tome II, p. 440.

(26) LEQUIN, tome II, p. 238.

(27) *Ibid.*, p. 294 et 235.

(28) PERROT, p. 635-639.

(29) LEQUIN, p. 280.

(30) *Ibid.*, p. 301.

rence », « fluidité », « rassemblement lâche », la « famille prolétarienne » d'alors n'a rien d'œcuménique, de fusionnel ou de convivial. L'absence de références doctrinales précises, comme de structures identifiables sur une période un peu longue, n'empêchent pas les milieux militants d'exister à travers des affrontements permanents et d'autant plus violents qu'ils opposent tout le monde à tout le monde sans que l'on puisse, sauf à travers des coupes très courtes dans le temps, dire qui défend quoi, contre qui et pourquoi. La définition que donne de lui-même le mouvement ouvrier d'alors lorsqu'il se présente comme « famille prolétarienne » est assez juste, si l'on considère qu'il s'agit d'une grande famille, unitaire par définition et dont l'unité autorise les querelles fraternelles les plus violentes, les plus diverses, aux combinaisons suffisamment multiples, obscures et complexes pour confirmer en retour cette unité en empêchant tout clivage durable, toute constitution de camps permanents qui pourraient la rompre ou la remettre en cause. Il ne faut pourtant pas se laisser prendre au piège des analogies, les espaces militants ne sont pas une « famille » mais un espace organisé dont les conflits, au delà de leur émiettement et de leur incohérence apparente, renvoient à une logique de reproduction spécifique, tout aussi contraignante et dénuée d'arbitraire qu'une autre. L'analyse des chassés-croisés, des volte-face, des doubles ou triples langages, des attitudes faisant la balance avec modération entre des positions apparemment inconciliables, ou passant avec violence, et alternativement, des unes aux autres, pourrait sans doute montrer, de façon plus précise que ne le permet ce texte, comment, à travers les différents espaces où se déploie le mouvement ouvrier, à travers les structures dont il dispose à un moment donné, avec leur passé, leur recrutement et leur insertion sociale particulière, à travers les drapeaux sans véritable contenu discursif que sont les oppositions entre minorité-masse, éducation-action, révolution-réforme, unité-scission, économique-politique, électoralisme-action directe, naturel-artificiel, etc., le mouvement ouvrier ne fait que maintenir et reproduire son unité, son identité et sa prétention à parler au nom de l'ensemble d'une société régénérée, autre. En termes proudhoniens on pourrait dire que les antagonismes et les antinomies mises en œuvre par le mouvement ouvrier ont d'abord pour raisons d'être, au delà des raisons qui poussent individus et groupes à adopter telle ou telle position, d'assurer son équilibre, le

caractère pluraliste de son unité et, ce faisant, de continuer à être une alternative à l'ordre social existant.

Cette existence d'un espace militant, « institutionnel », distinct de grandes activités qu'impose l'ordre social en général, mais s'opposant avec efficacité à tout monopole, à tout développement « idéomane » d'appareils mettant en œuvre une logique stratégique, ne tient pas au miracle ou au hasard, mais à ses caractéristiques internes comme au mode d'articulation qui l'unit aux classes populaires.

La diversité des éléments qui le composent, tout d'abord

Parce qu'ils accèdent à la culture, à l'univers de la distinction à travers une démarche autodidacte, en dehors des institutions chargées d'en inculquer les règles, les militants ouvriers multiplient à l'infini, sinon le nombre des positions et des intérêts idéologiques possibles, tout du moins leurs argumentations et leurs justifications discursives. D'où la diversité et l'extrême instabilité des groupements et des regroupements derrière tels ou tels sigles, tel ou tel leader, d'où l'échec de toute tentative d'unification idéologique, de tout développement d'une orthodoxie capable de fixer les groupes, de les articuler et de leur donner permanence et développement, d'où l'extrême foisonnement des arguments de détails, des prises de positions immédiates qui n'en finissent pas de s'alimenter, à la fois au pillage de la culture et des discours officiels et, à la fois, à l'« anarchie » idéologique propre aux milieux militants.

A cette exubérance idéologique qui s'oppose au développement de toute église, de toute institution disposant du discours « vrai », correspond une autre diversité sans doute plus déterminante encore : celle de l'action et de l'organisation corporative. Aussi petit soit-il et pour peu qu'il parvienne à jouer un rôle d'une façon ou d'une autre dans la négociation des conditions et des rapports de travail, le syndicat constitue, même avec vingt ou trente adhérents, un microcosme exigeant en permanence la combinaison d'un grand nombre d'éléments différents et très souvent antagonistes, un espace social se suffisant à lui-même, ou plutôt trouvant en lui-même, dans l'instabilité constante de l'équilibre qui lui permet d'exister, l'énergie et la justification à être. Fondement de l'extraordinaire autonomie du mouvement ouvrier d'alors et de son inscription dans les espaces populaires, le syndicat est aussi un

lieu irremplaçable pour l'acquisition de ce savoir « pratique », de ce « sens » des contradictions et de la multiplicité nécessaire dont parle Proudhon (31) qui donne aux militants les dispositions intellectuelles correspondant à la logique générale des espaces où ils agissent, et cette « intelligence » particulière qui font d'eux des proudhoniens, le sachant parfois, mais le plus souvent sans le savoir.

En rassemblant plusieurs syndicats, aux conditions d'existence aussi différentes que peuvent l'être l'union d'ouvriers cordonniers, disséminés dans de minuscules entreprises, l'union d'ouvriers du bâtiment, d'abord organisés dans leur spécialité (cimentiers, maçons, fumistes, menuisiers, etc.) puis dans un syndicat général, l'union des mineurs aux effectifs nombreux et relativement peu différenciés, l'union des typographes aux nombreuses catégories prétendant chacune au bien-fondé et à la justice de ses prérogatives et de ses privilèges, l'union d'ouvriers concentrés dans une ou deux grosses entreprises, comme les verreries, les manufactures d'armes ou les chemins de fer, ou dispersés dans un grand nombre de petites entreprises comme les ébénistes, les garçons de café, les tonneliers, le syndicalisme n'unifie pas seulement une grande variété de situations de travail, d'organisations, de niveaux de rémunération, d'ancienneté du métier, de nombre d'adhérents, mais aussi de manière d'être, de sentir, de percevoir et de penser, propres à chaque métier, à chaque secteur industriel, à chaque lieu d'implantation (s'agit-il d'une petite ou d'une grande ville ? Au passé industriel ancien ou récent... ?), à chaque niveau d'instruction, de qualification...

« Arbre vivant », « expression naturelle du mouvement ouvrier », « organisme naturel de la lutte des classes et, par anticipation, organisme de gestion de la société future » (32), le syndicalisme occupe une place centrale dans le mouvement ouvrier ; doublement, par la complexité, la diversité et l'étendue des relations qu'il entretient avec l'ensemble de la classe ouvrière dont il semble être le produit naturel et spontané,

(31) En particulier dans *De la création de l'ordre dans l'humanité ou Principes d'organisation politique*, Rivière, 1927, p. 192 : « Découvrir une série, c'est apercevoir l'unité dans la multiplicité, la synthèse dans la division ; ce n'est pas créer l'ordre en vertu d'une prédisposition ou préformation de l'entendement ; c'est se mettre en sa présence, et, par l'éveil de l'intelligence, en recevoir l'image. »

(32) Nous reprenons ici les expressions employées par les militants syndicalistes au lendemain de la Première Guerre mondiale.

mais aussi par la complexité, la richesse défiant toute prétention à en saisir les mille facettes, les mille relations, d'un espace organisé qui se déploie pour lui-même, comme défi permanent à l'ensemble de l'ordre social.

Parler libre et tactique

Parce qu'ils sont, en quelque sorte, le fruit d'une « reprise individuelle », qu'ils échappent aux institutions chargées d'en définir et d'en apprendre les règles d'usage, les savoirs auto-didactes des militants ouvriers d'alors peuvent bien produire des hiérarchies nombreuses et incessantes, toujours capables de susciter la soif de nouveaux savoirs, ils ne parviennent pas à les fixer, à définir un champ susceptible de réguler les droits à la parole, les formes qu'elle devrait revêtir et le contenu des discours tenus.

A l'exception du cadre impressionnant, mais peu fréquent des congrès, les espaces militants ouvriers se caractérisent par une très grande liberté de parole où chacun peut accuser l'autre de dire tout et n'importe quoi. Ce « parler libre », art du « coup de gueule », de la balle au bond, des digressions et des interruptions sans fin, ne tient pas seulement à l'anarchie de l'acquisition des savoirs savants et au goût populaire pour les discussions interminables. Il tient aussi aux caractéristiques d'un espace social dont la richesse et la complexité sont si grandes qu'elles découragent et récusent tout discours qui voudrait en rendre compte et, *a fortiori*, qui aurait la prétention absurde d'en être le fondement ou la raison d'être. Parce qu'il met en œuvre un sens pratique qui récusé toute langue de bois, inutile et suspecte, le fonctionnement des espaces militants autorise, à la façon des « ornements musicaux » du XVII^e siècle, toutes les expressions verbales, les envolées lyriques comme les remarques les plus triviales, que seuls régulent les rappels à l'« ordre » du « jour ».

Cette liberté de parole n'est pas seulement esthétique ; elle n'est pas seulement le signe d'une transcription possible des parlers populaires dans l'agencement militant, mais aussi de l'importance que peuvent y occuper les intérêts tactiques et immédiats. Parce qu'il s'impose de lui-même, qu'il n'exige ni redondance théorique ni, surtout, de fondement et de contrainte discursifs, l'agencement militant autorise l'expression des mille intérêts immédiats qui font la vie de tous les

jours des classes populaires et, ainsi, de façon plus surprenante, de l'espace spécifique du mouvement ouvrier. Contrairement à ce que l'on pourrait croire les militants ne se déterminent jamais, dans les innombrables conflits qui font la trame de leur mouvement, en fonction d'intérêts à long terme comme devraient non seulement le permettre mais l'exiger les espaces où ils agissent.

Leurs prises de position sont toujours immédiates, sans aucun plan, sans aucun souci d'alliance, sans aucune visée stratégique. Les conflits militants, comme l'ensemble de la vie ouvrière, sont vécus au jour le jour, de façon individuelle ou individualisée, dans des rapports de forces changeants et imprévus, pouvant faire appel à une panoplie imposante de raisons totalement hétéroclites, pour les besoins d'une cause immédiate qui ne sera plus la même le lendemain, où l'on usera de justifications inverses ou d'un autre ordre, dans une configuration conflictuelle complètement renouvelée.

Cette diversité et cet enchevêtrement des niveaux de réalité pris en compte, comme l'émiettement et l'extrême discontinuité des conflits et des prises de position, ne sont pas seulement l'effet périphérique, persistant, d'un espace organisé embryonnaire, n'ayant pas encore maîtrisé ses propres règles de fonctionnement. Ils tiennent à la spécificité même du champ militant d'alors, non comme effets secondaires mais comme conditions de son existence. Parce qu'il vit de la diversité et de la complexité de son implantation dans les classes populaires, comme de la multiplicité des champs de réalité qu'il prétend prendre en compte, le mouvement ouvrier ne peut que reconnaître et enregistrer comme signe de ce qui le constitue l'extrême diversité des préoccupations, des manières d'être et des discours qui affleurent à la surface de ses instances dirigeantes. Par leur incapacité à se fixer dans le jeu des oppositions construites qu'assurerait un discours cohérent et univoque, les prises de position et les conflits militants interdisent aux instances dirigeantes d'être la surface d'enregistrement où viendrait s'ordonner et se transcrire la complexité pratique et imaginaire des espaces militants. Dans l'oscillation entre le consensus sans discours et les conflits saturés de paroles celles-ci peuvent laisser à l'ensemble des espaces ouvriers organisés le soin de réguler leur développement à travers le jeu complexe des forces qui les font vivre.

Utopies et discours unitaires

L'absence de discours totalisant prétendant unifier l'ensemble des espaces militants en les articulant de façon stratégique, l'importance pour les militants du sens de la diversité, des contradictions nécessaires, leur confiance dans l'autorégulation et l'autodéveloppement d'un processus organique échappant, par sa complexité, au discours, ne signifient pas pour autant absence de théorie, absence de représentations collectives prétendant dire le sens et les objectifs du mouvement ouvrier.

Des représentations et des discours unitaires existent, programmatiques ou « théoriques ». Mais tous ont pour caractéristiques de ne jamais s'auto-suffire, de ne jamais tirer d'eux-mêmes leur efficacité, de renvoyer sans cesse au mouvement pratique de l'action et de l'auto-organisation ouvrière dont ils veulent être la formulation et, au delà d'elles, des aspirations et de la réalité des classes populaires.

Formulations théoriques tout d'abord. Lorsqu'à travers le « syndicalisme révolutionnaire » une tentative de formulation, très proudhonienne, de soixante ans d'histoire et d'expérience du mouvement ouvrier se fait jour au début du siècle, d'abord en France, puis, par diffusion, vers l'ensemble des pays industrialisés ou en voie d'industrialisation, et plus particulièrement vers le sud de l'Europe, celle-ci se réduit à quelques positions de principe :

— le primat de l'action, qui coupe court à toute prétention excessive de la théorie ;

— la nécessité pour les opprimés de maintenir leur autonomie en refusant tous les liens qui pourraient les enchaîner à d'autres classes, que ce soit par le nationalisme, la religion, l'école ou la politique ;

— la nécessité d'une auto-organisation construite autour du syndicalisme.

Ces formulations ne manquent pas de s'appuyer sur les théoriciens du socialisme qui, comme Proudhon ou Bakounine, ont le plus contribué à en donner une justification construite et développée mais seulement comme miroir ou écho prestigieux à un « déjà là » n'ayant besoin que de voir son visage et d'entendre le son de sa voix pour être à même de remplir la mission qui lui est dévolue, de répondre aux possibilités qui

sont les siennes. Cette correspondance, cette affinité entre les militants ouvriers, produits et animateurs d'un mouvement situé géographiquement et historiquement et les théoriciens anarchistes, qui est elle-même le produit d'une longue histoire, d'un long passé d'échanges, d'une part ne passe pas par une lecture systématique de type scolaire mais par un processus capillaire beaucoup plus diffus, mettant en jeu de nombreux relais, d'autre part ne se réduit pas à un simple rapport théorique, abstrait, mais met en jeu une série d'aspirations affectives et imaginaires qui plongent directement dans les dispositions aux rêves et dans les représentations propres aux classes populaires.

Bakounine et Proudhon, comme Varlin, James Guillaume, Elisée Reclus ou Kropotkine, sont d'abord connus ou abordés à travers l'histoire de leur vie, à travers leur caractère, leur attitude face aux événements heureux et malheureux, leur fidélité indéfectible à la cause des opprimés, leur mort héroïque, dramatique ou paisible. « Grandes figures révolutionnaires » faites de modestie et d'absence de bassesse, c'est à travers l'épaisseur de leur être, de la complexité concrète du réseau de relations humaines et sociales qui a tissé leur vie, qu'est appréhendé le message dont ils sont porteurs. Des livres comme *Autour d'une vie* de Pierre Kropotkine ou les quatre tomes de *l'Internationale* de James Guillaume, pleins des détails et des anecdotes qu'autorise leur genre historique et autobiographique, ont sans doute contribué le plus à véhiculer une pensée révolutionnaire prétendant justement donner sens à tous les aspects de la vie, et, à travers eux, aux aspirations des classes populaires à une vie autre, à la transfiguration et au retournement de celle qui leur est faite.

Et le théoricien, parfois si abstrait, qu'est Proudhon n'aurait certainement rien eu à redire, théoriquement parlant, à la *Vie Ouvrière* affirmant en 1913 qu'il n'a pas cessé de vivre dans le cœur des militants et que « sa pensée aux contradictions multiples aujourd'hui encore agit, avec la loi du monde, au milieu de nos pensées » (33).

Formulation programmatique enfin. Avec l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques et plus généralement du jeu politique la « grève générale », « insurrectionnelle et

(33) Albert THIERRY, « La jeunesse de Proudhon », *La Vie Ouvrière*, n° 89-90, 5-20 juin 1913.

révolutionnaire », a constitué un des axes théoriques essentiels du mouvement ouvrier dit anarcho-syndicaliste ; un thème dont il peut sembler bien difficile tout d'abord de nier le caractère doublement « stratégique », d'une part dans l'objectif qu'il assigne à l'ensemble des forces ouvrières, d'autre part dans l'arme qu'il a représenté pour éliminer ou combattre les courants « politiques » s'efforçant de faire prévaloir la conquête du pouvoir d'Etat par les élections.

La « grève générale » constitue pourtant un des signes les plus explicites, et du caractère non stratégique du mouvement ouvrier qui en a fait son drapeau, et de la reprise par ce mouvement d'aspirations propres à l'ensemble des classes populaires, de leur capacité de rêve et d'utopie devenue, le temps de quelques décennies, une espérance concrète, un possible proche. Comme le remarquent les historiens, la « grève générale » est d'abord une « composante théorique jaillie spontanément de la pratique » (34), une représentation mythique venue « d'en bas, des profondeurs d'une psychologie collective » dont il est certes, « bien difficile d'appréhender les courants » (35), mais qui, sous son intitulé de « grand soir » exprime une aspiration aussi ancienne que l'oppression, celle du grand chambardement, du renversement radical de l'ordre social. Que les rêves apparemment les plus fous, les plus « irréels » des classes populaires aient pu devenir ainsi le drapeau et le programme du mouvement ouvrier organisé suffit à indiquer et l'originalité de la relation que peuvent entretenir les fractions ouvrières organisées avec les milieux populaires et le caractère « non stratégique » d'un espace militant capable de faire siennes de telles aspirations.

Car, « grève générale » ou « grand soir », il s'agit bien d'une « utopie » au sens de de Certeau ; non pas un objectif à long terme, au contenu vague et incertain, qui imposerait dès maintenant et durablement une série de procédures organisationnelles et idéologiques extrêmement précises et contraignantes, mais, au contraire, un objectif immédiat et précis, un événement considérable que l'on croit toucher du doigt, si radical qu'il justifie tous les rêves possibles mais sans que ceux-ci ne parviennent jamais à embrayer sur la moindre mesure organisationnelle concrète, comme si, acte stratégiquement impen-

(34) LEQUIN, p. 297-298.

(35) FERROT, p. 449.

sable dans sa radicalité, il défiait, par excès, toute imagination.

Cette absence d'effets stratégiques du thème de la grève générale et son enracinement apparemment spontané dans la « psychologie » des classes populaires ne doivent pas pour autant faire croire à une simple cristallisation mythique des aspirations ouvrières. « Grand soir » et « grève générale » ne sont pas synonymes. A la coupure brutale du premier, à sa radicalité apocalyptique, à son caractère très évidemment rêvé, la « grève générale » oppose ou apporte toute la durée et surtout la réalité d'un mouvement organisé donnant corps au rêve et offrant de lui-même, de façon évidente, les modalités de sa réalisation. La grève générale n'est pas seulement un saut dans le vide, le passage magique à un autre monde, face inverse et rêvée de celui-ci. Parce qu'elle s'enracine dans des espaces divers et contradictoires, en particulier à travers le développement de milliers de syndicats, forgés dans la lutte de tous les jours, unifiant toutes les diversités individuelles et collectives possibles, adaptés à tous les aspects de la vie sociale et économique, capables de l'arrêter et donc de la faire redémarrer, la grève générale apparaît comme un simple passage, la reconnaissance et la prise des droits d'un monde déjà là, manifestant dès maintenant ses prétentions par la richesse, l'étendue et la complexité des relations qui le constituent.

En effet, moment vécu de façon plus ou moins proche, la grève générale n'exige aucune préparation. Ses conditions de possibilités, pratiques et imaginaires, résident tout entières dans le développement préalable des actions et des structures du mouvement ouvrier, dans leur autonomie atomisée comme dans leur coordination à travers luttes et solidarités, dans l'expérimentation permanente des tensions et harmonies nécessaires à un espace qui est né d'un peu partout et qui prétend devenir tout.

En déchiffrant le sens de son identité dans une existence pratique qui tire sa force et ses ambitions de son inaccessibilité à toute définition, de sa capacité théorique à unir réforme et révolution, masses et minorités, action et éducation, unité et division, économie et politique, long et court terme, l'espace militant ouvrier n'a nul besoin de se donner un projet idéologique de type stratégique, d'où il devrait tirer des raisons d'exister. Objectifs et programmes peuvent être l'expression et le sens ultime et général d'une réalité déjà là, déjà faite ou en train de se faire.

SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

par

LUIS ANDRES EDO

1. Définition de l'anarchosyndicalisme

Le discours anarchiste, en soutien de l'option syndicale, a offert des éléments d'une valeur indéniable pour les luttes du mouvement ouvrier. La formulation et la diffusion des modèles anarchistes d'action et d'organisation (l'action directe, l'autonomie, le principe fédéraliste, l'assembléisme, etc.) sont des apports de l'anarchisme militant, développés au sein des courants ouvriers révolutionnaires.

Ces apports, repris par le phénomène structural du syndicalisme, ont été appliqués en de multiples occasions, en accord avec les contenus anarchistes, malgré les évidentes difficultés inhérentes à toute transposition de la théorie à la pratique.

C'est un fait rigoureusement exact ; cependant, l'impuissance manifeste de l'organisation anarchosyndicaliste à traduire ces apports dans les faits sans violenter ses contenus anarchistes n'est pas moins vraie. Ce problème est à tel point réel que, constamment, à l'intérieur de la structure syndicale, un phénomène de « redéfinition » des apports anarchistes se déchaîne, avec la tendance à les dénaturer et à limiter leur projection au seul sillon normatif de l'organisation.

A plusieurs reprises, au sein même de la structure anarcho-

syndicaliste ont été diffusées des formules dénaturées telles que « syndicat de classe, syndicalisme autosuffisant », qui sont en claire et flagrante contradiction avec les idées anarchistes.

Si ces deux formules l'emportaient, la structure anarcho-syndicaliste deviendrait l'élément exclusif de la révolution anarchiste. Et si la réalisation de cette révolution sans la participation des organisations anarcho-syndicalistes est impensable, il n'en est pas moins vrai que cette révolution ne pourra pas non plus se réaliser sans la participation de tous les secteurs sociaux qui, en marge de l'option syndicale, œuvrent pour la réalisation des objectifs libertaires.

Si les tendances qui défendent l'autonomie de l'organisation face au système tombent dans cette « redéfinition » adultérante créée par les structures, le phénomène d'adultération devient encore plus grave lorsque la « redéfinition » est formulée par ces autres tendances prêtes à accepter l'institutionnalisation de l'anarcho-syndicalisme, comme c'est le cas actuellement en Espagne où des militants reconnus, au long passé anarchiste, contaminés par une espèce de plaie (le « syndrome institutionnel » qui dévaste la société civile espagnole) défendent l'institutionnalisation de la C.N.T. ; alors la « redéfinition » atteint une adultération inacceptable.

Une réflexion sereine sur toutes ces contradictions nous conduit à soupçonner que toute définition limite la perspective et que toute structure tend à une « redéfinition » achevée, définitive, exclusive et fermée.

En résumant, nous disons que la structure syndicaliste recueille les apports d'action et d'organisation anarchistes, les interprète et les traduit dans le cadre qui est le sien, mais bien que l'anarchisme offre ces éléments, il n'a jamais formulé une définition de l'anarcho-syndicalisme. C'est dans le sein de cette structure syndicale qu'à maintes reprises on a insisté sur une telle définition, surtout pour le différencier d'un certain syndicalisme révolutionnaire brandi par certains partis politiques marxistes, sans que ce désir de se différencier ait pu empêcher l'introduction d'éléments déformateurs.

Nous croyons que la substance anarchiste du syndicalisme ne doit pas être figée par une définition, mais que cette substance doit se signifier par l'orientation et le contenu de son action.

2. Impasse du syndicalisme

Lorsque, après la Deuxième Guerre mondiale, sont acceptées par le Système les plus importantes revendications syndicales (sécurité sociale, droit du travail, reconnaissance du syndicat de la part de l'entreprise) qui jusqu'aux années 30 étaient partiellement, mais non universellement reconnues, toutes les grandes organisations syndicales restent, volontairement, intégrées dans le système en tant qu'institutions indispensables pour son engrenage.

D'autre part le processus de négociation des conventions collectives, en particulier dans le secteur industriel, étant soumis à la régulation, à la codification et aux ordonnances de l'Administration gouvernementale — préalablement promulguées par le Pouvoir législatif — il constitue un des éléments les plus importants, voire indispensable, pour le développement de l'exploitation capitaliste. Les syndicats, en acceptant ledit processus de négociation, facilitent le perfectionnement de l'exploitation des travailleurs.

Le syndicalisme, en s'institutionnalisant, a perdu sa liberté d'action et il a cru la compenser avec une prétendue sécurité sociale et de l'emploi.

Le « licenciement arbitraire » (avec lequel le travailleur perd le droit et la garantie de son poste de travail), la croissante « économie immergée » (moyennant laquelle le patronat escamote le versement des taxes destinées aux prestations sociales des travailleurs) et finalement, la reconversion technologique dont la doctrine est l'augmentation du rythme et du volume de la production et la réduction des postes de travail, sont, fondamentalement, les facteurs qui déterminent l'irrésistible croissance d'une tendance à l'insécurité de l'emploi et à l'insécurité sociale dans les relations de production.

Comme cela peut se vérifier dans ce processus de rigoureuse intégration, le syndicalisme perd sa liberté d'action ainsi que la possibilité de défendre véritablement la sécurité du travail et la sécurité sociale des travailleurs.

Dans ce processus d'intégration s'est développée une contradiction absolument antagonique et irréversible. En effet, les membres qui composent l'appareil syndical sont gratifiés par le Capital et par l'Etat d'un statut privilégié par rapport au reste des travailleurs, ce qui est le début d'un processus largement développé de soumission de ceux-ci aux appareils.

Les structures directes des travailleurs (les syndicats) perdent ainsi leur rôle de protagoniste.

Les « appareils » se substituent au mouvement syndical et l'option révolutionnaire du mouvement ouvrier organisé syndicalement est, une fois de plus, neutralisée.

C'est dans ce cadre d'indéniable impasse du syndicalisme, en tant qu'option révolutionnaire, que doit s'analyser le rôle de l'anarchosyndicalisme, seule proposition d'action ouvrière qui résiste à l'intégration.

A ce propos, la première observation critique qui doit être faite est celle d'une organisation anarchosyndicaliste qui centrerait son action sur l'amélioration des revendications syndicales (élargissement des couvertures sociales, baisse de l'âge de la retraite, diminution de la journée de travail, augmentation du temps de repos, extension de tous les avantages aux secteurs discriminés, etc.), c'est-à-dire dans un élargissement et un perfectionnement de l'application et du fonctionnement des revendications qui ont contribué à un plus grand raffinement de l'exploitation.

L'anarchosyndicalisme se débat donc dans un cercle qui l'enferme : il est impuissant pour avancer vers les finalités de transformation sociales, il continue à être affronté et confronté à l'intégration, en même temps qu'il préconise l'extension et le perfectionnement de revendications qui, objectivement, ont facilité l'intégration dans le système du mouvement ouvrier organisé syndicalement. L'impasse de l'anarchosyndicalisme est, elle aussi, indéniable.

Croire que l'impasse du syndicalisme collaborationniste facilite l'essor de l'anarchosyndicalisme est une erreur ; l'impasse révolutionnaire de celui-là déclenche un phénomène d'entraînement qui nuit globalement au mouvement syndical.

Mais il est indu de parler de la crise du syndicalisme sans la mettre en rapport avec la crise générale de toutes les institutions et courants de la société civile. Crise qui provoque le même « phénomène d'entraînement » et qui atteint tout le corps social, y compris les organisations, entités et courants anarchistes.

Les critiques anarchistes du syndicalisme devraient se demander si celui-ci est la cause de la crise révolutionnaire, ou tout simplement si son impasse n'est qu'un effet d'une crise générale, qui comprend aussi la crise de l'anarchisme.

3. Nécessité d'une structure anarchosyndicaliste

Malgré l'impasse actuelle, malgré les contradictions et les insuffisances qui se sont manifestées au sein de l'organisation anarchosyndicaliste tout au long de son histoire, on doit rejeter résolument l'idée de sa déstructuration.

L'essor des divers courants de l'anarchisme a eu besoin et continue à avoir besoin d'une organisation vertébrée, stable, capable de catalyser l'action de toutes les options qui se manifestent dans l'anarchisme.

Parmi toutes les organisations que le mouvement a connu, aucune n'a mieux couvert ce besoin que l'anarchosyndicalisme. Là où le discours anarchosyndicaliste ne s'est pas traduit dans une organisation influente, l'anarchisme n'a fait que végéter. Il est vrai que la fonction catalysatrice de la structure anarchosyndicaliste est aujourd'hui constamment mise en question, mais aucun discours issu du mouvement libertaire n'a proposé la création d'une structure capable de remplir cette fonction. La vertébration organique des Fédérations anarchistes (auxquelles, bien entendu, nous ne nous opposons pas) ne peut en aucun cas être considérée comme substitutive de cette fonction de catalyseur ; tout du moins, elle ne l'a pas encore démontré.

D'autre part, et pour répondre à tous ceux qui estiment qu'il n'y a pas besoin d'une organisation structurée, on n'a qu'à se référer aux processus historiques et aux actuels phénomènes sociaux affinitaires, par lesquels se vérifie combien l'anarchisme est inopérant lorsqu'il souffre de l'absence d'une organisation capable de servir de catalyseur.

Si la structure de l'anarchosyndicalisme ne remplit plus cette fonction, il faudra créer une autre forme de structure, mais les critiques ne l'ont pas encore trouvée. Nous croyons donc nécessaire de maintenir l'organisation anarchosyndicaliste.

4. Perspectives de l'anarchosyndicalisme

En fonction d'autres définitions possibles et en donnant une portée non limitative aux influences et perspectives qui peuvent découler de l'organisation syndicale, on peut penser à une action trans-structurale et extra-syndicale en opposition avec une vision simple et exclusivement structurale de l'action syndicale.

Pour démontrer les effets incompatibles entre les deux positions, nous allons nous référer à deux faits historiques (parmi tant d'autres) :

1° le 19 juillet 1936, lorsque se produit en Espagne le soulèvement militaire, la C.N.T. aurait été incapable de le faire avorter si elle n'avait compté qu'avec sa structure organique ; cela fut possible (en particulier en Catalogne) parce qu'elle avait à ses côtés les secteurs populaires, non intégrés dans aucune structure, mais qui avaient subi l'action trans-structurale et extra-syndicale de la C.N.T. pendant plusieurs années ;

2° à partir du 21 juillet 1936, les organes représentatifs de la C.N.T. se trouvent soumis à un rythme infernal de réunions, *Plenarias* * et *Plenos* *, à tel point que les syndicats ne peuvent pas suivre ce rythme sans de sérieuses difficultés de fonctionnement ; le fédéralisme se fendille, produisant une coupure entre les syndicats et les organes fédéraux et confédéraux, qui pèsera lourdement sur les orientations politiques de la C.N.T. Il se déclencha ainsi une action intra-structurale des organes représentatifs qui, sans doute, facilita le chemin vers la participation de la C.N.T. au Gouvernement. Dans ce cas, particulièrement limite, se manifeste un phénomène intra-structural, auquel tend toute organisation quand ses organes représentatifs ne sentent plus la pression de ceux qu'ils représentent.

Aujourd'hui, plus que jamais, alors que le syndicalisme se trouve dans une impasse indéniable, il est nécessaire que la structure anarchosindicaliste développe une action trans-structurale, extra-syndicale et toujours contre-institutionnelle.

A. — *Trans-structurale.*

L'objectif fondamental et prioritaire de l'action anarchosindicaliste doit être d'intervenir dans la situation des secteurs non institutionnalisés (non intégrés à aucune structure syndicale), chaque jour plus nombreux (chômeurs, coopérativisme nouveau et marginal, conflits « sauvages » des travailleurs, sous-secteurs de la production discriminés par « l'économie immergée », etc.).

Même si cela semble paradoxal, on doit éviter de jouer un rôle de protagoniste orienté vers l'intégration dans l'anarchosindicalisme de tous ces secteurs et sous-secteurs ; celle-ci doit

* Formes de réunions générales représentatives et caractéristiques du mode de fonctionnement de la C.N.T. (*note de la trad.*).

être une option libre et volontaire à laquelle on doit accéder sans pressions.

B. — *Extra-syndicale.*

L'action extra-syndicale est une façon d'intervenir dans l'activité des mouvements sociaux, culturels, marginaux, dont le signe anti-autoritaire leur donne une orientation anarchisante.

Etablir avec ces mouvements des relations d'action d'ensemble, non structurale, en refusant la prétention erronée, visée en Espagne en 1976-77, d'une « C.N.T. globaliste », c'est-à-dire une structure dans laquelle trouveraient leur place, à côté des syndicats, les Athénées, les collectifs, les groupes, les communes, etc. ; nous considérons inadéquate une telle intégration car elle introduirait au sein de l'organisation anarchosyndicaliste un élément de dé-structuration.

Ce qui est structural et ce qui est a-structural doit jouir d'une autonomie complète dans son fonctionnement respectif ; le « pacte fédéral », dans lequel se développe l'organisation anarchosyndicaliste n'est pas applicable à la caractéristique a-structurale dans laquelle se développent ces mouvements ; ces deux formes ne peuvent être liées que par un « pacte d'action ».

C. — *Contre-institutionnelle.*

La présence et l'action de l'anarchosyndicalisme sont nécessaires comme pression constante sur les macrosecteurs ouvriers intégrés, rompant les schémas institutionnalisés dans lesquels ils évoluent. La méthode d'action est l'intervention lors d'agitations, de manifestations, grèves, conflits et négociations, débordant les « appareils » et organismes syndicaux institutionnalisés.

Toute prétention d'introduire des initiatives qualitatives dans le cadre institutionnel, en acceptant de participer à ses mécanismes, est pure illusion. La seule initiative qualitative est de rompre ledit cadre. Au Comité d'entreprise institutionnel, on doit opposer les « délégués d'entreprise », on doit opposer les représentants mandatés par l'assemblée des travailleurs.

Les assemblées de travailleurs (d'entreprise ou dans le secteur de l'industrie) peuvent, il est vrai, prendre dans certaines occasions des décisions en contradiction avec les accords généraux de l'organisation anarchosyndicaliste, mais faire appel à l'assemblée n'est pas seulement un acte ponctuel mais

aussi un processus constant de régulation et de rectification des relations entre les travailleurs ; malgré les contradictions qui peuvent surgir dans ces situations, l'anarchosyndicalisme peut participer avec de meilleures et de plus amples possibilités dans le cadre institutionnel.

Traduit de l'espagnol par
Héloïsa CASTELLANOS.

LE DÉCLIN IDÉOLOGIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE DE L'ANARCHO-SYNDICALISME ESPAGNOL

par

OCTAVIO ALBEROLA

Le thème de la « Table ronde » sur l'anarcho-syndicalisme étant axé sur la « force et limites des tendances et des organisations radicales — libertaires ou révolutionnaires — du mouvement des travailleurs », et comme je m'intéresse au passé dans la mesure où il témoigne déjà de notre présent et sert de support commode où s'organise et se dispose la mosaïque de tous les discours sur la révolution, il m'a paru qu'à travers l'histoire de l'anarcho-syndicalisme, et plus particulièrement de l'anarcho-syndicalisme espagnol, nous pourrions mieux découvrir et analyser les causes (structurelles et conjoncturelles) et les mécanismes qui ont amené le mouvement ouvrier à l'abandon de son objectif premier et le plus fondamentalement révolutionnaire : l'émancipation de la classe ouvrière de toute forme d'exploitation et de domination. Ainsi, je considère que l'étude du déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol s'impose car — à mon avis — la C.N.T. demeure le meilleur champ d'observation possible pour l'analyse de cet abandon.

De plus, en tant que libertaire et espagnol (malgré mon anti-nationalisme), le choix de l'anarcho-syndicalisme espagnol,

comme sujet particulier d'étude, est déterminé par le fait qu'il a été, et il est encore, la manifestation la plus *vivante* et *importante* de l'anarcho-syndicalisme en général ; et aussi parce que j'y « milite » — bien qu'avec une position critique — depuis de nombreuses années. Sans oublier — en outre — que ses réalisations sociales ont été d'une originalité et d'une portée révolutionnaire jamais atteintes ailleurs.

L'indéniable originalité de l'anarcho-syndicalisme espagnol réside dans le fait qu'il « ne se réduit pas à une utopie ayant trouvé un terrain d'élection dans une société rurale extrêmement arriérée et imprégnée d'esprit religieux », comme certains ont prétendu que c'était le cas. « Son assimilation progressive par le prolétariat industriel de Catalogne » et « son développement ultérieur dans d'autres milieux urbains (Saragosse et Madrid, par exemple) » (1) prouvent le caractère tendancieux d'une telle interprétation.

En effet, l'implantation et la pratique de l'anarcho-syndicalisme espagnol montrent son indéniable singularité : il « reste que nulle part ailleurs en Europe on ne trouve phénomène de masse aussi durable » (2), mais aussi que nulle part ailleurs on ne trouve un phénomène de masse d'une telle radicalité révolutionnaire, d'un tel utopisme réalisateur (3).

Ainsi, spécifique ou pas, nous pouvons affirmer que l'anarcho-syndicalisme espagnol constitue bien un modèle et que, mort, moribond ou encore vivant, il est partie inséparable et importante du mouvement ouvrier international — de son histoire et de son avenir.

Mais, sans aller jusqu'à l'affirmation un peu péremptoire des « enragés » de mai 1968, qui affirmaient déjà en mai 1967 que la « révolution est morte » et qu'« elle a fui la vie et le réel pour se faire histoire » (4), force est de constater aujourd'hui que non seulement la classe ouvrière, telle que l'a définie le marxisme classique, est en voie de mutation profonde, mais que de plus en plus la célèbre résolution de la Première Internationale : « L'émancipation sociale des travailleurs est insé-

(1) Jacques MAURICE, *L'anarchisme espagnol*, Paris, Bordas, 1973, p. 5.

(2) *Ibid.*, p. 5.

(3) En effet, malgré ses contradictions, ses erreurs et ses faiblesses, l'œuvre révolutionnaire des anarcho-syndicalistes espagnols, pendant les années 1936-1937, reste — nous sommes tous d'accord en cela — inégalée.

(4) Extrait d'un manifeste situationniste produit par le groupe d'étudiants anarchistes de la Faculté de Nanterre qui abandonnèrent la Fédération anarchiste française en 1967.

parable de leur émancipation politique », apparaît chimérique et loin des aspirations des masses.

Malgré les mouvements de résistance plus ou moins promoteurs, à l'Est comme à l'Ouest, la mise au pas du mouvement ouvrier est générale ; de même que l'intégration de la classe ouvrière au système de production et de consommation capitaliste (privé ou d'Etat) est chaque jour plus réelle et consciente. Et cela bien qu'actuellement, surtout parmi les jeunes, la croyance en la valeur intrinsèque du travail — par ceux qui en sont victimes — tend à disparaître ou à s'éloigner vers un impossible idéal : *l'autogestion du temps de travail* ! Le temps n'est plus à l'ouvriérisme, où les travailleurs se montraient fiers de leur métier et de leur appartenance à la classe ouvrière ; mais cela ne signifie évidemment pas que les divisions entre les classes soient abolies, et moins encore que les conflits sociaux ne puissent déboucher sur de nouvelles situations révolutionnaires plus radicales. Simple : la « frontière » entre les classes passe sûrement ailleurs ; cet ailleurs restant à préciser. De même que le contenu révolutionnaire des revendications ouvrières est, peut-être, à réinventer.

En tout cas, il semble bien que le mouvement ouvrier institutionnalisé ou persécuté, intégré ou marginalisé, moderne ou classique, purement corporatiste ou encore messianique, « réformiste » ou « révolutionnaire », s'éloigne de plus en plus de son vieux rêve millénariste. Au fond, l'anarcho-syndicalisme et la science marxiste de la Révolution, tout en se présentant comme des idéologies profondément matérialistes, ont-ils été autre chose que des millénarismes sécularisés ?

De ce point de vue, hormis le fait que le courant réformiste et marxiste a beaucoup mieux réussi son intégration institutionnelle aux nouvelles conditions des sociétés modernes et, en ce qui nous concerne pour cette analyse, de la société espagnole post-franquiste, les deux courants ont vécu ce déclin et contribué à ce que le mouvement ouvrier espagnol se soit intégré aussi complètement que les autres mouvements ouvriers européens au système de valeurs et de rapports imposé partout par le capitalisme.

Dès lors, l'un des aspects essentiels de notre recherche doit être de voir en quoi et comment ces deux courants ont contribué, malgré eux et malgré leurs interprétations apparemment antinomiques de la réalité sociale et historique, à ce que cette réalité et cette Histoire soient ce qu'elles sont aujourd'hui pour

les travailleurs espagnols : obligés, comme tous les autres, à s'intégrer au système de production et de consommation capitaliste et à renoncer, de plus en plus, au vieux rêve millénariste (5) entretenu encore récemment par leur mouvement. Réalité et Histoire particulièrement significatives en cette Espagne où le mouvement ouvrier avait réussi, en 1936, et après des décennies de luttes âpres et violentes contre une classe capitaliste rétrograde et particulièrement égoïste et intransigeante, à poser les bases d'une société sans exploiters ni exploités. Il est certain que la victoire de l'inter-règne franquiste fut décisive pour mettre une fin brutale à cette expérience révolutionnaire du prolétariat espagnol et conduire dans l'ordre — durant les quarante années de régime de dictature de classe que fut le fascisme franquiste — l'évolution de la société espagnole du modèle « extrémiste » d'hier au modèle « centriste » et « consensuel » des « démocraties libérales » d'aujourd'hui. Mais il est vrai aussi que les résistances les plus farouches à cette transformation de la société espagnole, devenue enfin « européenne », tant du point de vue économique, social que culturel, ne vinrent pas de l'intérieur du mouvement ouvrier ou du moins de son courant dit révolutionnaire. Et cela est le plus significatif !

Nous allons donc essayer de résumer le développement idéologique, organisationnel et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol, depuis sa genèse éthico-philosophique et sa constitution légale jusqu'à ces dernières années de « démocratie retrouvée », pour comprendre quels facteurs (extérieurs et intérieurs) ont été déterminants pour son intégration à cette « évolution » de la société espagnole et pour provoquer son déclin idéologique et révolutionnaire. Et surtout, comment les militants les plus conscients en sont venus à accepter tranquillement ce qui constitue, aujourd'hui encore plus qu'hier, la logique de la division capitaliste du travail, qui est la source de toutes les aliénations et de la pérennité de la domination du Capital : la parcellisation et la spécialisation des tâches, la scission entre travail intellectuel et manuel, la monopolisation de la science par les élites, le gigantisme des installations et la centralisation des pouvoirs qui en découle. Car, si je crois aussi

(5) Je ne crois pas que nous puissions considérer les vieux rêves millénaristes simplement sous l'aspect de la « naïveté » humaine.

que ce fut l'écrasement du mouvement révolutionnaire par le franquisme qui permit cette *évolution* du mouvement ouvrier et la *transformation* de la société espagnole, pour enfin devenir une « démocratie libérale » classique, consensuelle et stable, il me semble que des facteurs idéologiques et tactiques ont été encore plus décisifs pour faciliter cet « avènement ». J'espère donc que cette analyse permettra de mettre en relief ces facteurs et la manière dont ils se sont articulés aux autres facteurs pour amener les travailleurs espagnols, également, à faciliter les objectifs de ceux qui les font produire et qui les asservissent à des fins qui leurs sont étrangères ; c'est-à-dire à se laisser dominer par leurs ennemis de classe et à consolider plus ou moins volontairement le système qui les exploite et les domine .

Je ne crois pas que le constat de cette réalité soit le résultat d'une idée subjective suscitée par l'échec du mouvement anarcho-syndicaliste, mais l'évidence même de la situation dans laquelle s'est enlisé le mouvement ouvrier tout entier après plus d'un siècle d'existence et de luttes exemplaires pour faire la révolution et construire une société sans classes : où l'exploitation et la domination de l'homme par l'homme seraient enfin bannies à jamais. Ce constat de renoncement est tellement évident et général, au moins dans le sens et la forme où cette aspiration a été formulée jusqu'à présent par le mouvement ouvrier, que mon but n'est pas de le prouver.

Notre objectif ici devrait être donc de tenter d'établir l'origine et la nature du déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol, déclin qui malheureusement me semble incontestable et irréversible. Au delà du propre intérêt de la connaissance historique pour elle-même, ce qui doit nous intéresser c'est de saisir les *clefs* ou les *lois* historiques de ce renoncement : pour nous donner les moyens de faire un jour une autre histoire que celle que nous subissons. Et cela non seulement pour des raisons morales et politiques (notre engagement contre toute forme d'autoritarisme), mais parce que, face à l'hydre totalitaire et au gel politique des sociétés du « socialisme réel », ce qu'il reste du mouvement ouvrier international et des vertus de la *démocratie* conduisent à se replier sur soi, à se prosterner et à accepter, et faire accepter, la « bonne » démocratie contre le « mauvais » totalitarisme — avec le risque d'instituer un blocus idéologique total. Comme si cela ne pouvait plus se passer autrement et comme

si les drames de ce siècle n'avaient été que de simples divertissements ou intermèdes !

C'est non seulement avec un intérêt historique évident que nous devons entreprendre cette étude mais aussi avec l'intérêt de savoir si les désirs et les espoirs de changement social, qui nous ont été révélés ou inculqués par les idéologies qui se voulaient émancipatrices, n'ont été que de simples errements de la pensée du prolétariat et de ses *mentors* intellectuels. Car, qui rêve encore de la Révolution ? Ou, de quelle Révolution pouvons-nous rêver aujourd'hui ?

Avec cette analyse je voudrais que nous puissions cerner enfin la rigueur et la mollesse, la cohérence et l'incohérence, le réalisme et l'idéalisme des pensées et des praxis qui, au nom d'une Histoire à venir, n'ont su (ou voulu) empêcher l'avènement de cette histoire-échec que le prolétariat espagnol et international subit aujourd'hui... Alors qu'il avait cru, un jour de juillet 1936, avoir commencé l'autre Histoire : celle qui, après avoir accompli la justice et instauré la paix entre les hommes, aurait donné raison à tous ceux qui croient que l'histoire a une fin et que l'exploitation de l'homme par l'homme en est seulement un accident.

Telle est, dans les grandes lignes, l'ambition de cette réflexion ; même si nous avons fait l'expérience de la vanité de l'Histoire et si certains sont devenus très méfiants, face à tout ce qui s'affirme encore Authentique et Vrai et à tous ceux qui se laissent séduire par la fascination du sens (du Mythe à la Philosophie de l'Histoire) ou le nihilisme du non sens, nous continuons à penser que l'autre histoire, l'histoire écrite sans majuscule est possible. Et que, si ce n'est pas la classe ouvrière en particulier, les hommes en général peuvent un jour éviter que le projet universel de la raison, puis de la science, ne se retourne contre eux-mêmes.

Mon interrogation sur la crise du mouvement ouvrier espagnol, sur l'échec retentissant de son projet et son assimilation des valeurs capitalistes qu'hier il rejetait en bloc, ne vise donc ni à démobiliser personne ni à rendre responsable telle ou telle pensée ou praxis. Au contraire ; puisqu'en plus de viser à devenir plus lucide sur la pensée et la praxis politique des hommes, je crois qu'au delà des clivages politiques qui les séparent et des contradictions et des paradoxes d'une histoire que personne ne domine (même si à certains moments quelques-uns ont pu croire l'avoir orientée à jamais), tous les hommes

se ressemblent au moment de l'exercice du pouvoir. Exercice qui peut aller du pire au « moins pire », mais jamais à la libération !

C'est pour cela que ma démarche ne pourra être manichéenne, puisque je me refuse à transiger pour ce qui est du respect des droits de l'homme et à justifier le « peu » d'autoritarisme de certains hommes ou Etats par le « beaucoup » d'autres hommes ou Etats. Dans un monde où, malgré les beaux discours, l'oppression et l'avilissement sont les valeurs dominantes, il est nécessaire et de notre intérêt de faire une claire distinction entre les discours et les faits, et aussi un véritable effort d'honnêteté intellectuelle pour appliquer nos définitions aux uns et aux autres : selon ce qu'ils font ou ce qu'ils ont fait, et pas seulement selon ce qu'ils disent ou disaient vouloir faire.

Dans ce sens, différencier discours et faits, et reconnaître dans les mots leur charge éthique et leur sens ontologique ne signifie pas faire de notre démarche une idéologisation camouflée mais, au contraire, nous placer dans un contexte de cohérence sémantique et de conséquence scientifique dans la recherche de la « vérité » historique et l'intelligibilité du passé des sociétés ou des mouvements spécifiques des hommes.

Ceci dit, il n'en reste pas moins que nous ne devons pas oublier que l'importance numérique de l'anarcho-syndicalisme espagnol n'a cessé de décroître depuis la fin de la guerre civile et que son influence idéologique et révolutionnaire est aujourd'hui purement testimoniale. Et cela bien qu'en Espagne, comme ailleurs, les thèses anarchistes sur les principales institutions autoritaires (famille, école, entreprise, Etat) et la critique libertaire de l'autoritarisme sous toutes ses formes (paternalisme, bureaucratisme, nationalisme, militarisme, etc.) soient reprises quotidiennement par d'importants secteurs, groupes et individualités du monde de la culture et du travail, et surtout à travers les nouveaux mouvements du *changement* social : écologisme, féminisme, lutte antinucléaire, antimilitarisme, extraparlamentarisme, précaire et pratiques alternatives. Ce qui, paradoxalement, peut être la preuve d'une nouvelle et plus authentique vitalité des thèses les plus radicales et représentatives de ce mouvement historique pour *l'anarchie*, que même les anarchistes — sans en voir la contradiction — ont pensé et vécu comme anarchisme ! C'est-à-dire : comme système et doctrine ; quand les idées, les thèses anarchistes, pour

être cohérentes avec elles-mêmes et vraiment anarchistes — si j'ose dire —, devraient être à tout instant et en tout lieu la négation de toute forme de systématisation, d'encadrement doctrinal et, par conséquent, tout le contraire d'une idéologie. Et ceci, évidemment, vaut aussi pour l'anarcho-syndicalisme.

Quoiqu'il en soit, aujourd'hui, cette évolution de l'anarchisme vers des formes plus autonomes d'interprétation et de lutte pour *l'anarchie* est un fait réel et généralisé. Alors, si l'histoire sociale apparaît très souvent comme un mouvement pendulaire ininterrompu entre l'Etat naissant et l'institution, pourquoi le déclin de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme classique ne servirait-il pas à l'émergence d'un de ces mouvements collectifs qui ouvrent de nouvelles périodes de l'histoire ? En effet, malgré les apparences de stabilité, la société moderne et technologique devient de plus en plus conflictuelle, et à l'intérieur de ces conflits l'on trouve, de plus en plus aussi, les revendications qualitatives, l'aspiration à une autre vie, à « vivre différemment ». Or, cette différence ne peut aller que dans le sens de la liberté et de la rencontre avec la vie pour qu'elle soit vraiment différente !

Nous devons donc en finir avec certains mythes et certaines légendes qui masquent — encore aujourd'hui — la flagrante réalité de la subversion, de la déliquescence de l'idéal socialiste et révolutionnaire (sans en exclure sa version libertaire) dans le monde de nos jours.

C'est pourquoi ici, et malgré la pesanteur de l'histoire et le caractère parfois imprévisible et énigmatique des forces qui soulèvent les peuples, dans l'analyse du déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme, notre analyse prendra en compte non seulement l'évolution de la conjoncture, mais aussi les avatars de l'Idéologie. Elle vise fondamentalement : d'une part, la constitution, le fonctionnement et l'articulation de l'idéologie avec la structure associative qui a été le support de l'action révolutionnaire et du changement social menés par l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme espagnols, et, d'autre part, les facteurs et les mécanismes, extérieurs et intérieurs, du déclin idéologique et révolutionnaire du mouvement libertaire espagnol en général.

*
**

Pour passer aux conclusions que nous avons tiré de cette analyse historique, je dois signaler que j'ai divisé mon étude

en quatre parties distinctes, estimant qu'elles reflètent bien les étapes fondamentales du développement ascendant et du déclin du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol.

Les voici :

— La première partie correspond à la longue marche vers la révolution que les libertaires entreprirent en adhérant à la Première Internationale, et qui s'achève avec le soulèvement fasciste, rendant la révolution possible et nécessaire.

— La deuxième partie aborde en premier lieu l'évolution de cette tentative et sa confrontation brutale avec les *réalités* économiques et les *responsabilités* du pouvoir, et, en deuxième lieu, l'échec définitif marqué par la contre-révolution communiste (mai 1937) et par le triomphe du fascisme.

— La troisième partie concerne la nuit noire où le fascisme régna en maître incontesté en Espagne jusqu'à la mort de Franco, où commença le sinueux cheminement vers la démocratie consensuelle. C'est dans cette période que le déclin idéologique et révolutionnaire des anarchistes se manifeste avec le plus d'acuité.

— La quatrième partie prend en considération le glissement progressif de la *démocratie* consensuelle vers la *démocratie* surveillée, qui constitue le véritable enjeu politique depuis la restauration de la monarchie et qui a contribué à aggraver le déclin analysé ici.

Donc, en nous tenant à cette structure, les éléments de la conclusion s'ordonneront aussi en quatre parties :

I. — La révolution comme désir et espoir

Dans ce que l'on peut appeler l'étape du *lyrisme actif*, le mouvement ouvrier anarchiste se caractérise par la primauté accordée au concept et à la pratique de la rébellion sur ceux de la révolution. Cependant, rébellion et révolution se mélangent intimement, répondant ainsi à ce double enracinement libéral et socialiste que l'on retrouve très souvent dans les fondements doctrinaux et dans la dualité de l'origine sociale de ses militants : ouvriers « révolutionnaires » et individualités « rebelles », fréquemment des intellectuels déclassés qui proviennent des classes moyennes.

L'anarchisme, en tant qu'idéologie anti-autoritaire, exprimait non seulement les aspirations éthiques, les désirs profonds et les espoirs millénaristes du prolétariat révolutionnaire, mais aussi les inquiétudes et les protestations de tous ceux qui voyaient, dans les pouvoirs de l'État et dans l'aliénation propre au développement industriel capitaliste, les dangers les plus graves de la société contemporaine. C'est pour cela que l'anarchisme fut pendant très longtemps un pôle d'attraction pour tous les révoltés d'extraction diverse. De même, cette flexibilité idéologique explique, en grande partie, son expansion et la *mutabilité* de sa base sociale.

Ainsi, quand, en mettant en relief les revendications matérielles de l'action syndicale, l'anarchisme devint une idéologie de masse, rébellion et révolution se convertirent en désir et en espoir, passionnés et agissants.

II. — La révolution comme devoir

Quand, en raison des événements, le désir et l'espoir amenèrent la révolution (dans un contexte de guerre de classes et de guerre civile), les révolutionnaires se virent confrontés avec le dilemme : guerre ou révolution, et celle-ci se transforma en devoir et en sacrifice. En devoir, parce qu'elle avait été entreprise, et qu'il était difficile d'y renoncer après tant d'années d'attente. En sacrifice parce qu'elle ne se présentait pas, les premiers moments d'euphorie révolutionnaire passés, comme une fête ou une réalisation sans contraintes et sans dangers concrets, mais plutôt comme un effort volontariste face à une réalité hostile, menaçante et pleine de pièges. En effet, en plus des pièges économiques et autres, ils se trouvèrent confrontés au piège le plus dangereux pour eux : celui du Pouvoir.

Ils savaient que, pour être conséquents avec leur idéologie, ils devaient détruire, dès le premier jour de la révolution, tout pouvoir politique et établir une organisation de la société dans laquelle le contrôle des instruments de production soit entre les mains des collectivités de travailleurs. De plus, le problème des conditions objectives étant résolu, puisque les institutions bourgeoises avaient plus ou moins disparu, les instruments de production étaient entre leurs mains, et les armes aussi. Donc il était seulement question de ne pas permettre la reconstitution des institutions du pouvoir politique ou, au moins, de

ne pas y participer. Mais, renonçant *provisoirement* à leurs principes, ils permirent la reconstitution de l'Etat, et même y participèrent. Or cette participation des apolitiques au politique était, plus qu'une inconséquence idéologique, une vraie et capitale renonciation à la cause de la révolution qu'ils avaient toujours défendue et vécue passionnément, et plus ou moins conséquemment.

Dès lors, la route était ouverte pour toutes sortes de déviations autoritaires et de justifications manichéennes. Ainsi, la révolution comme devoir, sacrifiant le spontanéisme de la réalisation et de l'adhésion, institutionnalisait déjà le manichéisme (« les meilleurs ») comme justification éthique et le pragmatisme comme ligne de conduite révolutionnaire.

Il ne s'agit pas seulement des vieux thèmes anarchistes de l'effet corrompateur du pouvoir sur les individus et de l'effet non moins corrompateur de la démagogie verbale, mais d'une dégénérescence idéologique opérée au niveau de la conscience et de l'adhésion à l'idéal ; car elle fut la conséquence d'une rupture déchirante avec tout un passé de conviction active et, en même temps, d'une sensation d'impuissance à réaliser l'idéal, accentuée par la déroute du peuple et le triomphe du fascisme.

III. — La révolution comme référence mythique et comme nostalgie

L'écrasement de la révolution et la perte de la guerre furent des événements d'une portée considérable qui plongèrent les libertaires dans une situation d'incertitude totale pour l'avenir de leur mouvement et aussi pour leur propre avenir en tant que victimes privilégiées du fascisme triomphant en Europe. La « libération » ne signifia qu'un bref réveil des illusions du retour... et un répit de l'angoisse de la répression pour la majorité des exilés.

Les illusions du *retour* s'effaçant peu à peu, et les réalités quotidiennes exigeant une réponse rapide, immédiate même et inéluctable, l'adaptation aux nouvelles conditions de vie et une certaine résignation s'imposèrent de plus en plus à tous ceux qui n'avaient pas opté pour continuer la résistance les armes à la main. A l'intérieur, la souffrance et la peur réduisirent au silence la majorité de ceux qui restèrent, les confinant même dans l'oubli de ce qu'ils avaient été ou, tout au plus, dans un monologue nostalgique qui, avec la longue attente, effaça les

échecs, les contradictions et même les références idéologiques fondamentales, renforçant — par contre — les rancunes et les sectarismes. En exil, le phénomène du repli sur soi, provoqué par la désillusion, fut vécu collectivement, se situant hors du réel social au niveau du « militantisme révolutionnaire » tout en s'intégrant à la réalité économique et même culturelle des pays d'accueil. Le militantisme devint symbolique, routinier, testimonial et, au lieu des monologues habituels, il s'institutionnalisait une cacophonie de discours démagogiques, en même temps que s'institutionnalisait le bureaucratisme et la lutte pour le pouvoir organique (contrôle des comités et des permanences).

Dans cette cacophonie délirante la révolution n'était présente que comme référence mythique : soit pour remplir le vide du discours, soit pour se donner bonne conscience après avoir évacué définitivement la révolution, comme désir et espoir, de leurs vies quotidiennes. De même que, pour dissimuler l'intériorisation et la pratique de l'autoritarisme, l'on réactualisait un *purisme* idéologique démodé et de pure façade.

IV. — Abandonner ou réinventer la révolution

Confrontés de nouveau au réel social, après quarante années à attendre que le Dictateur s'en aille, les libertaires ont été obligés de s'adapter aux nouvelles données de la société espagnole développée d'aujourd'hui. Cette adaptation a été traumatisante, car leur organisation de masse n'est même pas l'ombre de ce qu'elle fut par le passé et, en ce qui concerne son influence idéologique, la nouvelle mouvance libertaire ne se reconnaît dans aucun des vieux sigles ou instances associatives.

Certes, l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme nostalgiques persistent à maintenir des apparences de structures spécifiques ou syndicales, tout en ayant évacué — comme les autres composantes du mouvement ouvrier — la question épineuse de la révolution par l'oubli pur et simple. Le déclin idéologique et révolutionnaire de ce mouvement est donc indéniable et il se traduit par un appauvrissement général du discours idéologique et de la pratique militante. Comme il est dit, dans un éditorial de *Senda libertaria* (6) d'avril-mai 1984 : « Le manque

(6) *Senda libertaria* est le « bulletin général » de la C.N.T. « rénovée » de Madrid.

d'expérience, l'héritage traumatique des divisions internes, le changement radical de cette société industrielle, l'obscurantisme des catacombes dans lesquelles le franquisme nous submergea furent les facteurs qui empêchèrent la résurgence de l'anarcho-syndicalisme espagnol. D'un usage de l'activité syndicale publique nous sommes passés à l'abus de la compréhension de celle-ci dans un éventail de différentes possibilités théoriques et pratiques. Il y avait très peu de compréhension de la pratique réelle de la C.N.T. tout au long de son histoire. Des cavernes du franquisme nous sommes sortis aveuglés. Mais, depuis lors, dix années ont passé. Il est déjà temps de réfléchir. Nous ne sommes pas les illuminés de l'histoire. Il serait idiot de notre part de penser que la *Vérité* s'est réfugiée dans la C.N.T. Non seulement nous nous méfions de la *Vérité*, mais encore il nous semble que seules restent des vérités. Mais celles-ci se montrent seulement après une analyse critique de la réalité que nous avons vécue. Mais l'analyse critique ne peut être telle que si elle est publique. Et publique veut dire non médiatisée.

Ni avant-gardes illuminées qui légitiment leur violence depuis leur *Vérité*, ni hagiographes qui cherchent dans les textes sacrés acrates sa justification ad hoc, doivent s'interposer ou médiatiser le débat public dans la réflexion et l'agir de nous tous.

Oser penser par nous-mêmes : tel est le défi... »

Oui, tel est le défi auquel les libertaires et les militants anarcho-syndicalistes espagnols (et pas seulement les Espagnols) sont confrontés aujourd'hui, s'ils veulent redevenir — idéologiquement et révolutionnairement — ce qu'ils furent un jour.

Mais, et l'éditorial de *Senda libertaria* nous en dit déjà un peu, la situation interne de la C.N.T. ne permet pas de se faire des illusions... Au moins, dans un avenir proche ; car l'actuelle division des anarcho-syndicalistes espagnols (oui, des « anarcho-syndicalistes », puisque les militants des deux fractions continuent à se réclamer de la théorie et la tradition de l'anarcho-syndicalisme) en deux groupes farouchement opposés pour la *représentation officielle* des sigles C.N.T. est le résultat de la réduction de l'activité militante confédérale aux seuls enjeux conflictifs et rivalités personnelles des tenants des « appareils »...

Quelques mois avant le dernier congrès de la C.N.T. « rénovée » (7), Juan Gomez Casas, dans *Solidaridad Obrera* (8), faisait un « appel urgent à tous les camarades pour une réflexion, une personnalité, sans lesquelles il se peut que tombent sur nous des maux irréversibles ». Il y justifie l'urgence et son pessimisme dans ces termes : « J'observe une paralysie absolue de la dynamique vers l'extérieur. A l'intérieur des syndicats, il y a une agitation sourde, faite de stérilité, suspicions et peurs. Cela fait beaucoup d'années que l'organisation ne vivait pas une telle situation (...). Il n'y a pas la moindre activité de l'organisation vers l'extérieur, malgré la quantité de choses que nous avons à dire aux gens, aux travailleurs, aux citoyens. La vie de l'organisation est toute centrée dans l'obscur vicissitude qui entoure les agissements de l'« appareil » de la C.N.T. (...) il y a une lutte pour l'occupation des comités. »

Eh bien, après le congrès des « rénovés », qui a adopté une résolution dans le sens de la réunification de la C.N.T., qu'est-ce que l'on a pu constater ? D'abord, que, malgré qu'il eût écrit dans son « appel » que « les comités ne doivent être employés par aucun groupe de pression influent pour imposer ses desseins », le camarade Gomez Casas reprenait la défense de l'appareil de la C.N.T. orthodoxe, au lieu d'appuyer les efforts de tous ceux qui, dans l'une ou l'autre fraction, militent pour la réunification des deux C.N.T. ; ensuite, qu'il a été incapable de comprendre que tous ses efforts, pour *sauver* les comités et les empêcher de tomber dans les mains des « traîtres », n'étaient autre chose que l'imposition de ses propres desseins. Et que, pour que les comités ne servent les desseins de personne, mais seulement ceux de l'organisation tout entière, il était nécessaire d'en finir avec (toutes) les prétentions dirigistes, et aussi avec ces lieux de pouvoir. Et que pour cela il fallait enfin faire de la C.N.T. une organisation anarcho-syndicaliste (c'est-à-dire : différente de toutes les autres), qui respecte le droit de chaque militant à manifester son point de vue, sans peur d'encourir les foudres des comités ou des élites dirigeantes (même si elles se veulent l'incarnation même de l'idéologie), de manière à garantir pour tous la liberté de pensée, et de penser, d'expression et d'action, de telle sorte

(7) Ce congrès eut lieu à Madrid à la fin de 1983.

(8) *Solidaridad Obrera* est le journal de la C.N.T. orthodoxe de Catalogne.

que les *décisions majoritaires* ne se transforment pas en « dictats » pour les minorités. Car il ne peut y avoir d'anarcho-syndicalisme sans le respect total de l'autonomie des syndicats et de ses membres.

Tout ceci pour dire, à la fin de cette contribution au débat sur l'anarcho-syndicalisme, que ce qui aujourd'hui détruit la C.N.T. ce n'est pas de poser la question « élections (syndicales) oui, élections, non » ou le « réformisme » des uns contre le « purisme » des autres, mais le non-respect de l'autonomie de chacun à l'intérieur de l'organisation « anarcho-syndicaliste » espagnole.

Les antagonismes se veulent idéologiques, mais ils sont seulement l'expression d'un autoritarisme et d'un sectarisme impropres à des gens qui se veulent anarchistes. Donc, je crois qu'à travers l'analyse du déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol nous pouvons bien cerner la « force et les limites des tendances et des organisations radicales — libertaires ou révolutionnaires — du mouvement des travailleurs ». Et que seulement en dépassant le sectarisme (intransigent et violent) et en respectant l'autonomie de chacun les anarcho-syndicalistes pourront envisager, dans les conditions difficiles (pour le syndicalisme révolutionnaire) qui prédominent dans les sociétés modernes, de relancer leur action et de reconstruire leur organisation.

LE DERNIER PAYS DE L'UTOPIE OUVRIERE ?

**L'expérience de cogestion à majorité ouvrière
en Bolivie (1983-1984) :
gestion de la crise,
prélude à la liquidation du secteur minier étatique,
expérimentation sans lendemain
ou étape vers l'autogestion ?**

par

YVON LE BOT

Sociologue, G.R.A.L.-C.N.R.S.

Après s'être penché sur ce qui apparaissait depuis de nombreuses années à beaucoup d'économistes nationaux et internationaux, mais aussi à des syndicalistes, comme le grand corps malade de la société bolivienne (l'entreprise d'Etat d'exploitation des mines), un chercheur nord-américain risquait, en 1976, ce pronostic : « la disparition de la COMIBOL, ultime phase de la longue histoire d'exploitation du mineur bolivien » (1). C'était l'époque de la dictature de Banzer et il était souvent question d'un éventuel démantèlement des grandes entreprises publiques de production. Mais derrière cette menace, le déclin de l'économie minière n'apparaissait-il pas déjà comme irrémédiable et la fin de l'exploitation des mineurs ne semblait-elle pas devoir s'accomplir par le biais de leur

(1) Melvin BURKE, « La desaparición de COMIBOL : última fase de la larga historia de la explotación del minero boliviano », Communication, Lima, 1976 (cité par June NASH, 1979).

disparition ? Depuis lors, cette échéance ne s'est-elle pas rapprochée à grands pas ?

En décembre 1982, quelques semaines seulement après un retour précipité et fragile à un régime civil, Victor Lopez, secrétaire général de la F.S.T.M.B. (aujourd'hui vice-président et premier responsable réel de la COMIBOL), principal porte-parole et principal représentant des mineurs, écrit : « la cogestion : un pas vers l'autogestion » (2). Pour ce syndicaliste libre de toute allégeance de parti (et pour le courant indépendant dont il est une des figures les plus marquantes), la perspective autogestionnaire « s'éloigne de toute concession au capitalisme et se démarque des régimes dictatoriaux qui prétendent assigner au pouvoir d'Etat la réalisation du socialisme ». Elle est tenue également pour l'unique voie encore ouverte pour une nécessaire reconstruction économique et sociale dans un pays à la dérive. C'est sans doute la première fois qu'un responsable mineur de cette importance se prononce aussi explicitement pour l'autogestion, même si celle-ci est présentée comme un but que l'on ne saurait atteindre que par étapes. Ce n'est toutefois pas là une surprise pour ceux qui connaissent le mouvement syndical bolivien : le courant et les thèmes autogestionnaires y ont progressé ces dernières années sur un terrain préparé par une tradition de contestation anti-étatique et de volonté de participation (3).

D'autres acteurs ou observateurs se demandent pourtant si la crise, dans le secteur des mines nationalisées, n'est pas telle que le pouvoir économique (le patronat bolivien, les banques étrangères, les organismes financiers internationaux...) n'est pas intéressé à laisser la situation se dégrader jusqu'à ce que la liquidation du secteur apparaisse inévitable. Ceux-là parient pour l'échec de l'expérience de cogestion : les ouvriers, loin de pouvoir redresser la situation des entreprises, ni même « gérer la crise », se transformeraient en fossoyeurs d'une COMIBOL condamnée. La droite économique et politique se

(2) Victor LOPEZ ARIAS, « La cogestión para los trabajadores mineros, un paso hacia la autogestión », *Asamblea*, dic. 1982, n° 5, La Paz. Le modèle présenté dans cet article, qui reste par ailleurs assez flou, est celui de « l'organisation de conseils ouvriers, conseils de production élus, administrés techniquement et fonctionnellement de la base vers le sommet sans subordination à aucun centre autoritaire de direction ».

(3) Y. LE BOT, « La contestation anti-étatique en Bolivie : des premiers syndicats à l'affirmation autogestionnaire », *Les Frontières du pouvoir en Amérique latine*, Université de Toulouse-Le Mirail, 1983.

verrait du même coup débarrassée du corps malade, dont elle n'a pu ou dont elle n'a pas voulu se défaire elle-même lorsqu'elle était au pouvoir. Il n'est pas indifférent, de ce point de vue, que la réalisation d'une idée (la cogestion) qui est la résultante d'une des traditions du mouvement ouvrier bolivien soit devenue possible (malgré les barrières, les réticences et les conflits), au moment où le secteur économique concerné en premier lieu (les mines) est en train de perdre la place qu'il occupait depuis près d'un siècle : en 1982, le gaz a devancé l'étain comme principale source de devises (compte non tenu des exportations illégales).

Antécédents

1° L'expérience de co-gouvernement (1952-1956) et celle de « contrôle ouvrier avec droit de veto » (1952-1963).

2° Le projet de cogestion paritaire (1971).

3° L'émergence du courant indépendant (1978-1980) ; les résolutions du V^e congrès de la C.O.B. (1979) : cogestion dans l'ensemble du secteur étatique de l'économie, intégration de la mine et de la métallurgie, contrôle ouvrier dans le secteur privé. Ratification (1980) par les mineurs du projet de 1971.

Dans cette perspective historique, l'actuelle expérience de cogestion à *majorité ouvrière* se présente comme un nouveau pas en avant après l'expérience de contrôle ouvrier et la formulation et la discussion du projet de cogestion paritaire.

Le mouvement de 1983

Pourtant cette phase actuelle ne se distingue pas des deux premières seulement ni même principalement par les modalités ou le degré de la participation ouvrière. Ce qui l'en distingue c'est plutôt le fait que la participation ait été imposée par le mouvement, par une mobilisation sociale née à la base.

Sans doute le « contrôle ouvrier » correspondait-il à une revendication du mouvement ouvrier bolivien (formulée par exemple dès le congrès de Pulacayo en 1946), et sa promulgation en octobre 1952 fut le résultat d'une pression syndicale au sommet. Il n'en demeure pas moins que cette mesure et son application apparaissent aujourd'hui comme l'un des éléments

d'une politique populiste marquée par l'autoritarisme et la volonté d'encadrer et de contrôler les secteurs populaires. De même que la « dictature du prolétariat » ne désigne dans les faits que des « dictatures sur le prolétariat », de même le « contrôle ouvrier » à la bolivienne fut souvent utilisé par l'Etat M.N.R. comme un instrument de manipulation, un des instruments du « contrôle des ouvriers », même si, comme nous l'avons vu ailleurs, il serait injuste de le réduire à cela, et même si le M.N.R. échoua finalement dans sa tentative de vassaliser le mouvement ouvrier, échec dont l'évidence apparaît — ce n'est pas une simple coïncidence — l'année (1963) où il est mis un terme définitif à cette expérience de contrôle ouvrier.

Sans doute est-ce aussi le mouvement des mineurs qui relance, en 1971 et sous une nouvelle forme, le projet de participation ouvrière, parallèlement à un mouvement politique dont l'ultime et éphémère expression fut l'Assemblée du Peuple. Mais cette fois, le gouvernement, qui s'est déclaré favorable au projet, tombe avant que n'en débute la réalisation. La cogestion est dans ce contexte une des pièces de la partie serrée qui se joue entre un pouvoir militaire d'inspiration populiste et la tentative d'instauration d'un contre-pouvoir d'inspiration révolutionnaire et ouvrieriste.

En 1983, la cogestion est conçue, imposée et appliquée jusque dans les détails par les mineurs et leurs représentants syndicaux, avant d'être introduite dans les textes juridiques. Les autorités et d'autres instances politiques (partis...) tentent de freiner, d'utiliser ou de contrôler le mouvement, à moins qu'elles ne l'accompagnent ou ne le suivent. Elle n'ont en aucun moment l'initiative et sont placées devant le fait accompli.

Plus important que les modalités techniques ou administratives de la participation ouvrière, est le mouvement même par lequel le changement a été rendu possible et mis en route. L'affirmation selon laquelle la cogestion est un jalon sur un parcours trouve une illustration dans le courant des événements.

Curieusement, mais significativement, le mouvement a été déclenché en réaction contre une grève. C'est en effet une grève des quelque huit cents « professionnels » et techniciens de la COMIBOL pour des revendications sectorielles, qui a conduit les ouvriers de l'usine de traitement des minerais d'étain de

La Palca à décider le 12 avril 1983 de remettre eux-mêmes en marche les machines. Les ingénieurs et techniciens soviétiques travaillant dans cette usine, mise sur pied avec l'aide de l'U.R.S.S., avaient eux aussi abandonné leur lieu de travail. Par ailleurs les ouvriers dénonçaient la passivité, face aux grévistes, des autorités et des administrations (ministère du Travail, ministère des Mines, COMIBOL), dont les responsables étaient des membres du parti communiste.

En même temps que l'assemblée des ouvriers de La Palca élisait un « conseil d'administration » pour gérer l'usine, les ouvriers des mines (Unificada et Colavi) qui l'alimentent en minerais reprenaient eux aussi le travail et décidaient de faire appliquer une revendication ancienne de la F.S.T.M.B. : la réunification dans une seule entreprise des procès d'extraction, de transformation, et de commercialisation. Peu à peu les thèmes qui vont déboucher sur un nouveau statut de la COMIBOL se mettent ainsi en place, dans le même temps que le mouvement s'étend à d'autres mines, parmi les plus vitales : San José, Matilde, Bolivar, Consejo Central Sur...

Le 19 avril, devant le refus des professionnels et des techniciens de reprendre le travail, et devant l'indécision et les tergiversations des autorités, la F.S.T.M.B. occupe le siège central de la COMIBOL à La Paz. Le conflit est ainsi porté au sommet, où il se présente avec une diversité de dimensions. La presse y verra surtout l'un des épisodes de la guerre personnelle que se livrent depuis plusieurs décennies deux des principaux personnages de la Révolution de 1952, Lechin et Siles, qui, on le verra, ne manqueront pas d'alimenter la partie de bras de fer. L'occupation d'un centre de décision tenu par le parti communiste depuis le retour à un régime civil en octobre 1982 est aussi un épisode de la lutte d'influence qui se déroule, au sein des instances syndicales, entre Lechin et ses partisans et alliés d'une part et les membres de ce parti d'autre part. Derrière les conflits personnels, les luttes de partis et de factions, il y a opposition entre une conception étatique, autoritaire et verticale de la gestion de l'économie (la plus grosse entreprise du pays sert à la fois de test et de symbole) et un projet d'accession progressive des travailleurs aux prises de décision par le biais des conseils ouvriers ou à travers les canaux syndicaux. Enfin, l'enjeu central est l'avenir de la COMIBOL qui, depuis la Révolution, constitue l'épine dorsale de l'Etat bolivien. Cet avenir n'intéresse pas seulement

les 26 000 salariés de la corporation, les quelque 70-80 000 travailleurs du secteur minier (environ 4 % de la population active) ou les centaines de milliers d'habitants des agglomérations minières. La F.S.T.M.B. ne cesse de le répéter : l'enjeu est national. C'est l'avenir même du pays, construit depuis la colonie autour de l'exploitation des mines. Sans parler des menaces de contagion (la revendication de cogestion s'étend bientôt à d'autres entreprises du secteur public : l'entreprise nationale de télécommunications, la banque centrale), on comprend, dans ce contexte historique, qu'une lutte pour le pouvoir économique dans un secteur en déclin ait de fortes implications dans le champ politique. A s'en tenir à l'histoire de l'Etat constitué par la Révolution de 1952, on devine les imbrications entre le sort de la COMIBOL, celui du « parti de la Révolution » (le M.N.R.), celui des « pères de la Révolution », également sur le déclin mais qui se refusent à le reconnaître et répètent encore encore une fois leur affrontement ancien, celui enfin d'un type de syndicalisme qui dans une bonne mesure tient aussi sa force et son poids politique de cette même Révolution.

Les dirigeants syndicalistes auraient peut-être pu, comme ils l'ont fait en d'autres occasions, négocier un compromis entre leurs bases et le pouvoir. En choisissant d'investir théâtralement ce lieu hautement symbolique qu'est le siège central de la COMIBOL, d'en expulser les autorités nommées par le gouvernement, la direction syndicale des mineurs appuyée par d'autres fédérations de la C.O.B. a augmenté la mise, a accéléré le mouvement et l'a étendu aux seize entreprises de la corporation. Elle a voulu donner une signification historique à un geste qui instaurait au sommet comme à la base une auto-gestion de fait pour être en mesure d'imposer la cogestion à majorité ouvrière.

Elle a ainsi mis les autorités au pied du mur comme le reconnaît un ministre, en personnalisant le conflit comme il est coutume en Bolivie : « Lechin nous a joué un excellent coup double en exigeant du gouvernement la cogestion dans le secteur minier » (4). La position la plus inconfortable est celle du P.C.B. dont, on l'a vu, des représentants occupent les deux ministères les plus directement concernés et qui par ailleurs doit l'essentiel de son poids politique et de son influence

(4) Interview du ministre de l'Intégration, Jorge Gonzales, *El Pais* (Madrid), 29 avril 1983. Dans la même interview le ministre tente de jeter le discrédit sur le mouvement des mineurs en essayant de présenter ceux-

au sein du gouvernement son ascendant, réel ou supposé, dans l'appareil syndical et en particulier dans la fédération des mineurs (le numéro 3 de la F.S.T.M.B. est Simon Reyes qui par ailleurs est également député). La crédibilité du P.C.B., à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, est liée à sa prétention d'être en mesure de contrôler et d'orienter le mouvement syndical, et en particulier le syndicalisme des mineurs, prétention dont l'exagération apparaît clairement lors des événements de 1983.

En effet, la direction du parti ne peut faire du mouvement syndical sa courroie de transmission : alors qu'elle préconise la cogestion paritaire, les mineurs se décident en assemblées de base pour la cogestion à majorité ouvrière (5). Officiellement le ministre des Mines considère comme positive l'occupation de la COMIBOL, à laquelle d'ailleurs des communistes ont pris part dans le cadre de leur mandat syndical. Le parti table encore sur des négociations qui préserveraient ses positions dans l'administration du secteur. Sa stratégie est double : se maintenir au gouvernement et y accroître si possible son influence en perdant le moins possible de sa force syndicale, en sauvegardant les résultats d'un travail laborieux et prolongé de contrôle des directions syndicales. Ce travail qui avait porté ses fruits dans les dernières années tend à être grignoté depuis que des communistes occupent des postes-clé au gouvernement.

Dans cette situation, les négociations sur les modalités de la cogestion qui feront suite au coup de force du 19 avril et qui se prolongeront jusqu'en décembre ne pouvaient être que difficiles et serrées.

Les échanges commencèrent par une volée de bois vert, le Président de la République qualifiant les dirigeants du mouvement d'« anarcho-syndicalistes » et d'« extrémistes » ; Lechin

ci comme une aristocratie ouvrière, ce qui est loin d'être le cas en Bolivie : « En este momento un minero de interior mina está ganando igual que un vice-ministro. » A supposer que cela fût vrai (les salaires du personnel gouvernemental ayant été sévèrement limités par décision du Président), cela ne signifie nullement un salaire élevé et ce n'est pas non plus un argument contre les revendications des mineurs qui à juste titre se considèrent comme les créateurs de la richesse nationale. En l'occurrence la revendication n'est d'ailleurs pas d'ordre économique.

(5) Le parti communiste rejette la cogestion à majorité ouvrière qu'il assimile à l'autogestion. Celle-ci est condamnée parce qu'elle signifierait la transformation de la propriété étatique en une « propriété privée collective », pour son caractère anti-étatique de relent anarchiste et « réactionnaire » (*sic*) : cf. José NUNEZ DEL PRADO, « Notas sobre la cogestion obrera », Instituto de Capacitación Política - Instituto Superior

répliquant en mettant en cause le rôle de Siles durant la Révolution de 1952. Une autre illustration de cette tension : l'information diffusée par le ministère des Mines, selon laquelle une centaine de responsables syndicaux sont des salariés de la COMIBOL en commission, donne lieu à une mise au point très ferme du Conseil d'administration provisoire de la COMIBOL (composé de six représentants de la F.S.T.M.B.). Sans nier la réalité du fait, les syndicalistes affirment qu'il ne s'agit pas d'un chiffre exorbitant si on le met en relation avec le nombre total de salariés de l'entreprise et surtout avec les tâches multiples et lourdes dans lesquelles les syndicats ont dû très souvent suppléer une administration défaillante. Ils soulignent le caractère amovible de ces représentants élus par des assemblées qui sont « la première instance du mouvement ouvrier bolivien ». La critique d'un droit reconnu par le Code du Travail leur rappelle des pratiques courantes du temps de Barrientos et de Banzer, et leur paraît scandaleuse venant de fonctionnaires d'un gouvernement démocratique (6).

Les discussions de fond et les négociations qui finirent tout de même par s'engager tournèrent essentiellement autour de trois questions, avec des résultats différents pour chacune :

- les modalités et l'extension de la cogestion ;
- la projection politique du mouvement : le thème du co-gouvernement ;
- la situation économique du secteur minier.

Les modalités et l'extension de la cogestion

On a déjà vu la position de chacun des principaux partenaires sur la question du degré de la participation ouvrière dans l'administration de la COMIBOL. Dès le début du mouvement la direction de la F.S.T.M.B., reprenant en cela le point de vue de ses secteurs de base entrés en action, répond aux offres conditionnelles de négociation de l'exécutif en faisant savoir qu'en tout état de cause le principe de la majorité ouvrière dans la gestion des entreprises du secteur nationalisé n'est pas négociable.

D'avril à septembre (promulgation du décret établissant la

(6) Comunicado del consejo de administración de COMIBOL : « Lo que no debe pasar », 2 juin 1983.

cogestion), et même au-delà (élaboration des nouveaux statuts de la COMIBOL), ce point sera au centre du débat. « Si la cogestion n'est pas paritaire, affirmait le président Siles, la conséquence inévitable sera l'affaiblissement de l'Etat, unique garantie de la souveraineté populaire... L'autogestion, ajoutait-il, est un système qui n'a été réalisé nulle part, même pas dans les régimes socialistes les plus avancés » (7). Ces arguments n'étaient guère de nature à impressionner des syndicalistes très critiques à l'égard des régimes socialistes autoritaires et des modèles étatiques en général. Pour eux, une cogestion paritaire laisserait le pouvoir de décision au gouvernement (rôle d'arbitre du président de la corporation) et conduirait à faire participer les ouvriers à une politique qu'ils ne décideraient pas. Par ailleurs ils se défendent de vouloir instaurer l'autogestion, laquelle excluerait la participation des pouvoirs publics à l'administration de la COMIBOL. La remise en cause du caractère étatique de la propriété est également écartée : au gouvernement qui prétend que la revendication des mineurs tend à instituer une propriété « privée et de groupe », ceux-ci répliquent que la réforme ne doit porter que sur le mode de gestion sans rien changer au type de propriété.

Sous la pression du mouvement et malgré les manœuvres dilatoires des autorités, le décret consacrant la « participation prépondérante des travailleurs des mines aux niveaux de décision, de direction, d'exécution et de contrôle des entreprises minières nationalisées » sera promulgué en septembre. Sa première et principale conséquence sera l'élaboration de nouveaux statuts de la COMIBOL, présentés en décembre. L'instance de décision la plus élevée, le directoire, sera dorénavant composée comme suit :

- président : le ministre des Mines et de la Métallurgie ;
- vice-président : nommé par le Président de la République, à partir d'une liste présentée par le comité exécutif de la F.S.T.M.B. (actuellement le secrétaire général de cette organisation syndicale) ;
- trois représentants du pouvoir exécutif (*directores gubernamentales*) nommés par le Président de la République sur proposition des ministres des Mines et Métallurgie, des Finances, du Plan ;

(7) Discours du 1^{er} mai 1983.

— trois « directeurs ouvriers » (*directores laborales*), élus par les travailleurs des mines, et accrédités par la F.S.T.M.B.

Les travailleurs ont ainsi quatre représentants dans un conseil d'administration composé de sept décideurs effectifs, le président ne prenant pas part aux votes et n'ayant qu'un rôle d'arbitre. Quant au gérant, il est nommé par ce directoire à partir d'une liste de trois noms proposée par la F.S.T.M.B.

Au niveau intermédiaire et à celui de chaque entreprise s'applique le même principe de la prépondérance de la représentation ouvrière dans les instances de décision.

En précisant que la cogestion couvrira tous les domaines d'activité : prospection, production, commercialisation, achat, approvisionnement..., le texte répond à une autre revendication syndicale : la réintégration dans la COMIBOL de fonctions dont elle s'est vue écartée, en particulier la possibilité d'exercer un contrôle sur la commercialisation.

Un autre point litigieux : pour la C.O.B. la cogestion doit s'étendre à l'ensemble du secteur étatique, alors que les entreprises du secteur privé seraient soumises à un « contrôle ouvrier ». La confédération paysanne revendique, elle, une participation à la définition et à l'application de la politique agricole. Le gouvernement, même s'il a déjà cédé à cette dernière revendication, refuse dans un premier temps tout élargissement de la réforme au-delà des « entreprises minières nationalisées ». Mais le décret de septembre 1983 laisse la porte ouverte à des formes de cogestion dans les autres entreprises du secteur étatique.

La question de l'extension de la réforme n'est toutefois pas définitivement réglée (à supposer que quelque chose puisse être définitif en ce domaine, qui plus est en Bolivie).

L'impossible co-gouvernement

Pour le mouvement ouvrier bolivien, que l'objectif ait été ou soit le contrôle ouvrier, la cogestion paritaire ou la cogestion à majorité ouvrière, la revendication, les projets et les expériences de participation s'inscrivent dans la double perspective définie en 1971 : assurer le transfert du pouvoir économique aux travailleurs, avancer en direction d'un transfert du pouvoir politique à ces mêmes travailleurs.

La complémentarité et la légitimité de ces deux buts sont

postulés par l'ensemble du mouvement syndical. Les différends ont trait aux modalités, au rythme, à l'opportunité de réclamer telle mesure dans le moment présent (8)... L'accusation d'« économicisme » formulée par Siles contre la revendication de cogestion (un sociologue parle de corporatisme) est vigoureusement rejetée par les responsables syndicaux. Le mouvement pour la cogestion est en effet un mouvement qui se déploie à partir d'une conscience de responsabilité politique nationale de la classe ouvrière et spécialement des mineurs, ainsi d'ailleurs que des paysans, dans une situation de crise généralisée et d'incapacité démontrée des dirigeants.

La question du pouvoir politique ne pouvait pas ne pas être posée. Pour comprendre l'épisode, un bref rappel historique est ici aussi nécessaire.

La Révolution de 1952 déboucha sur une forme de co-gouvernement qui pour l'essentiel se réduisit à la présence de quatre représentants syndicaux à des postes ministériels et qui se limita à la période 1952-1956. La formule fut condamnée en ces termes par le IV^e congrès de la C.O.B. (mai 1970) : « devenu instrument de contrôle et de démobilisation des travailleurs par la petite bourgeoisie, (le co-gouvernement) finit par perdre tout prestige en raison de son caractère de trahison du rôle historique du mouvement ouvrier ».

Pourtant, moins d'un an plus tard, le général Torres, qui avait accédé au pouvoir avec un appui syndical et populaire, proposait à son tour à la C.O.B. quatre ministères « sociaux ». Devant le refus syndical d'une participation minoritaire, il se dit prêt à accorder la moitié des ministères à des représentants de la centrale ouvrière. Cette fois celle-ci accepta sous condition que les « porte-parole de la classe ouvrière au sein du gouvernement » ne soient pas des dirigeants mais des représentants de la base, que leur salaire n'excède pas celui d'un ouvrier qualifié, qu'ils s'engagent à appliquer les résolutions adoptées par les instances syndicales, qu'ils soient responsables devant (et révocables par) celles-ci à tout moment. Après des discussions serrées, huit listes de trois personnes chacune (le gouvernement était composé de seize ministres) furent présentées au général-président, qui finalement décida de se passer

(8) Pour les auteurs d'un projet de la F.S.T.M.B. pour un « co-gouvernement à majorité ouvrière », celui-ci n'est envisageable que dans une étape ultérieure, une fois remplie la condition préalable du contrôle de 70 % de l'économie du secteur étatique par les travailleurs.

de toute participation syndicale au gouvernement en raison du malaise que cette possibilité avait suscité au sein des forces armées.

Le « commando politique de la classe ouvrière et du peuple » qui avait mené la négociation pour la C.O.B., à défaut de faire admettre ses conditions, fut le germe de l'Assemblée du Peuple qui, quelques mois plus tard, allait tenter d'instituer une situation de double pouvoir. Le 21 août 1971 les militaires arbitraient le conflit et mettaient un terme à une expérience qui, selon ses promoteurs, devait écarter définitivement les velléités « réformistes » de co-gouvernement.

L'idée pourtant resurgit périodiquement de ses cendres. Le colonel Natusch lui-même la caressa un temps en novembre 1979, avant que le « massacre de la Toussaint » n'en écartât une fois encore la possibilité.

Lorsqu'en octobre 1982 Siles dut, prématurément à son gré, prendre les rênes de l'Etat, il fit savoir qu'il avait l'intention d'offrir des postes ministériels à la C.O.B. Lechin fit immédiatement monter les enchères : au lieu des 50 % un moment envisagés par Torres en 1971, il demanda la majorité absolue (la moitié des postes ministériels plus un). L'affaire fut entermée (« L'Etat n'est pas une société anonyme », devait dire plus tard Siles), jusqu'à ce que les crises gouvernementales à répétition ne conduisent le chef de l'exécutif à réitérer sa proposition (sans doute sans trop y croire lui-même) début avril 1983.

Entre-temps, les positions du numéro un politique et du numéro un syndical ne s'étaient pas rapprochées. La C.O.B. posait même une seconde condition : l'adoption d'un programme de gouvernement qu'elle présente début août. Ce programme reprend en fait les principales revendications du mouvement syndical :

- participation prépondérante des représentants syndicaux au sein du gouvernement ;
- cogestion à majorité ouvrière dans les entreprises d'Etat et dans d'autres entreprises éventuellement ;
- contrôle ouvrier dans les grandes entreprises privées ;
- cogestion à majorité paysanne dans le secteur agricole ;
- monopole étatique dans l'exploitation des hydrocarbures ;

- rejet des mesures conseillées par le F.M.I. (9) ;
- remise à une date indéfinie du paiement de la dette extérieure ;
- mise en vente des réserves en or de la banque centrale (10) ;
- politique salariale orientée à la récupération du pouvoir d'achat et à l'instauration du salaire minimum vital avec échelle mobile, etc.

C'était là sans doute une plateforme syndicale plus qu'un programme de gouvernement. Mais quel programme gouvernemental peut être considéré comme réaliste et applicable dans la situation bolivienne de 1983-1984 ?

Les conditions furent considérées comme exorbitantes et rejetées par le Président sans négociation ni sur le programme ni sur le degré d'une participatoïn éventuelle de la C.O.B. au gouvernement.

Le défi économique

Le mouvement a eu pour origine principale la situation désastreuse de la COMIBOL et l'absence de politique minière pour y remédier. La faillite est le résultat de « trente années d'incapacité administrative » mais aussi de « l'incapacité de la haute administration de la COMIBOL et du ministère des Mines qui en six mois n'ont pas pu définir une politique minière dans un pays minier » (11).

La F.S.T.M.B. soupçonne les gouvernements qui se sont succédés d'avoir travaillé à établir les conditions d'une liquidation des mines nationalisées ou de n'avoir rien fait contre une telle menace.

Début 1983 la dette accumulée de la COMIBOL est estimée à 286 millions de dollars US. Les déficits annuels vont croissant : 45 millions de dollars en 1981, 112 millions en 1982.

Où est la cause ? En premier lieu, selon les syndicats, dans une politique fiscale et monétaire qui défavorise la COMIBOL : les sommes versées par celle-ci à l'Etat en dix ans (1971-1981) représenteraient près de deux fois la dette accumulée ; par

(9) En septembre 1983, la C.O.B. faisait de nouveau savoir qu'elle n'accepterait pas les accords en voie d'être signés avec le F.M.I. : blocage des salaires, dévaluation de 60 %, élimination des subventions encore en vigueur... Une nouvelle situation a été créée en avril 1984 avec l'adoption de mesures d'austérité particulièrement sévères.

(10) Selon une source en général bien informée, ces réserves ne seraient que de l'ordre de 35 millions de dollars (*I.P.E.*, 1012, 8 août 1983).

(11) Résolution n° 3 de la F.S.T.M.B., 25 avril 1983.

ailleurs, alors que le secteur nationalisé (au sein duquel la corporation minière occupait jusqu'à récemment la première place) engendre 70 % des devises dont dispose le pays, 80 % de celles-ci sont transférées au secteur privé par la banque centrale, et la part reversée à la COMIBOL l'est à un taux qui contribue à creuser le déficit de celle-ci.

Les conditions de la gestion, de la transformation et de la commercialisation accentuent les effets de ces mécanismes financiers. Selon les sources syndicales, dans la période mentionnée (1971-1981), la part de la transformation et de la commercialisation dans le coût de l'étain est montée de 7 à 40 %.

Par ailleurs, le volume du personnel du seul siège central est passé de 268 salariés en 1954 à environ 700 aujourd'hui, et le nombre des techniciens a quant à lui évolué de 130 en 1952 à près de 600 trente ans après pour une production d'étain deux fois moindre et sans qu'il y ait eut réelle modernisation.

A ajouter à cela les opérations frauduleuses, les escroqueries innombrables, les détournements de fonds, etc., auxquels les gérants de la COMIBOL (depuis la nationalisation : 6 militaires, 5 avocats, 3 comptables, 3 ingénieurs et 1 industriel) se sont prêtés.

Tout se passe comme si la COMIBOL était une pièce de prédilection d'un Etat qui est lui-même l'instrument principal du pillage de la nation par des clans et des cliques militaires et civiles qui se le disputent sans se préoccuper de l'avenir du pays.

Cet aspect est également manifeste dans l'absence d'une politique d'investissement et de modernisation du secteur minier nationalisé. Face aux sommes détournées ou transférées à d'autres secteurs, et dont les quelques chiffres cités ne donnent qu'une idée partielle, celles consacrées à la prospection, à la rénovation technologique, etc., ont toujours été dérisoires : pour les dix années mentionnées la F.S.T.M.B. les estime à 3,5 % des impôts versés par la COMIBOL. Aucun gisement nouveau d'étain n'a été mis en exploitation depuis 25 ans. Le résultat est une chute progressive et inexorable de la production :

- 1952 : 27 346 tonnes ;
- 1971 : 20 000 tonnes ;
- 1981 : 18 588 tonnes ;
- 1982 : 13 800 tonnes.

Cette évolution est encore plus catastrophique pour d'autres minerais en direction desquels une diversification pourrait être opérée : il en est ainsi de l'or dont la COMIBOL produisait 19 tonnes en 1971 et zéro tonne en 1981.

S'agissant de l'étain il faut compter avec l'épuisement des mines et les conditions fluctuantes, et peu encourageantes pour l'avenir, du marché mondial. Toutefois l'absence d'investissement accélère la dégringolade de l'industrie minière bolivienne dans la compétition internationale : de second producteur mondial en 1978, la Bolivie est passée en 1982 au quatrième rang après la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande — et risque maintenant d'être dépassée également par le Brésil.

La teneur du minerai va décroissant et les usines de concentration ont été conçues pour des teneurs supérieures à celles observées aujourd'hui. Pour le seul complexe de Siglo XX-Catavi, qui demeure le principal centre minier, on estime que les réserves se réduisent à 45 millions de tonnes d'étain d'une teneur inférieure à 0,30 %, alors que les terrils amoncelés et inexploités recèleraient 91 millions de tonnes d'une teneur inférieure à 0,40 %. La vétusté et l'inadéquation des systèmes de récupération, de concentration, de transport, de stockage et de commercialisation font que le taux de déperdition ne cesse d'augmenter. Au total ce n'est qu'une petite partie du minerai encore disponible qui est exportée, et cela à un coût de plus en plus élevé.

Est-il encore envisageable de rattraper le retard accumulé ? Le marché mondial laisse-t-il encore une possibilité d'avenir à une industrie minière bolivienne apparemment à bout de souffle — du moins en ce qui concerne le secteur public et la production d'étain ? Ne faut-il pas conclure, avec la centrale syndicale paysanne, que « le secteur minier entre dans une période d'épuisement » (12) ? La F.S.T.M.B. elle-même ne déclare-t-elle pas qu'« avant la totale faillite économique de COMIBOL, Y.P.F.B., C.B.F., etc., il ne reste que peu de temps et peu de marge » (13) ?

La dernière fois qu'un plan de réhabilitation de la COMIBOL (elle en a connu un nombre appréciable dans le

(12) C.S.U.T.O.B., Bloqueo de caminos, 1983, p. 14.

(13) *Fedmineros*, n° extra, mars 1983.

cours de son histoire) a été proposé par des experts internationaux, ce fut en 1981 sous la dictature militaire de García Meza. Il le fut par deux sociétés nord-américaines sur la demande des Nations Unies et de la Banque Mondiale. Dans le but de « transformer la bureaucratie formelle de la COMIBOL en une bureaucratie opérationnelle » (*sic*), les experts proposaient 4 642 licenciements, la réduction des heures supplémentaires et la suppression des magasins subventionnés (*pulperías*). En compensation ils conseillaient d'augmenter les salaires et de revoir le système des primes. Les autres mesures étaient orientées vers la rationalisation de la comptabilité, de l'administration, de la gestion des stocks, des transports et de la commercialisation. Les experts préconisaient surtout l'investissement d'un milliard de dollars dans le court terme dans des programmes d'exploration, de récupération des stériles, etc.

« Dégraissage » et modernisation. Les gouvernements militaires se gardèrent d'appliquer ce plan : dans sa première partie il ne pouvait que conduire les mineurs (farouchement opposés à toute idée de licenciement du personnel de base et de démantèlement du système des magasins subventionnés) à se mobiliser encore plus contre eux ; quant à la modernisation et à la rationalisation, elles supposaient une autre politique que ce qui en tenait lieu aux militaires : la corruption et la mise à sac des richesses nationales.

L'urgence du problème et l'incapacité démontrée par les gouvernements civils et militaires à l'affronter autrement que par la répression, le laisser-aller ou la liquidation progressive, ont convaincu les dirigeants syndicaux que le moment était venu pour les mineurs de prendre eux-mêmes la responsabilité du secteur, qu'il n'y avait plus d'autre solution. Comme le souligne Victor Lopez, cette décision est à l'opposé d'une logique simplement revendicative :

« Bien qu'il soit plus commode de se cantonner dans une attitude purement revendicative, nous avons accepté cette responsabilité parce que ce n'est pas avec des discours ou des grèves que nous allons sauver l'entreprise, c'est avec une augmentation de la production. Et la cogestion est la seule façon d'y parvenir. Nous croyons à l'autodiscipline librement consentie, à la responsabilité des travailleurs, ce qui permettra de diminuer les erreurs techniques et d'éliminer le vol du minerai.

Nous allons supprimer la bureaucratie dorée (elle a triplé en dix ans) et les frais de représentation » (14).

Responsabilité et assainissement. Est-ce suffisant pour relever le défi et éviter le déclin définitif ? Il est encore trop tôt pour répondre à cette question et choisir entre les possibilités envisagées dans le titre de cet article. On peut seulement se faire l'écho de certaines informations selon lesquelles, dans les premières semaines du mouvement, la production, malgré les cas de sabotage par le personnel administratif et la résistance passive de nombre de techniciens et de « professionnels », a connu un regain (15). Mais les nouvelles autorités de la COMIBOL se trouvent confrontées à leur tour au problème incontournable des investissements et de la modernisation du matériel de production, au manque de ressources pour se procurer les biens d'équipement nécessaires au fonctionnement des entreprises. En mars 1984 la situation était devenue très difficile, et certaines mines recouraient de nouveau à la grève pour que soient satisfaits leurs besoins en ce domaine.

Quelques réflexions

Il est possible de se poser quelques questions et de tirer quelques enseignements sur la base de ce nouvel épisode de l'histoire du mouvement ouvrier bolivien.

1° Tout d'abord, les événements dont il a été question vérifient-ils l'opinion d'un chroniqueur politique bolivien selon lequel « les désastres climatiques et démagogiques, avec leurs conséquences d'instabilité, d'opportunisme et de frivolités, font qu'il est impossible de modifier ce qui est modifiable dans notre société dans une ambiance sereine et de droit » (16) ? Ce journaliste critique le gouvernement et le mouvement syndical pour leur comportement paranoïaque : « L'ennemi n'est pas le groupe, si faible, des entrepreneurs privés... ; l'ennemi n'est pas l'impérialisme que nous croyons voir jusque dans la soupe ; l'ennemi n'est pas inhérent aux structures mêmes de l'appareil d'Etat ; il n'est pas dans les classes abhorrées ni dans les couches moyennes présentées comme dangereuses pour la paysannerie et le prolétariat. » Et il conclut, avec beaucoup

(14) *Le Monde*, 31 janvier 1984.

(15) La production de 1983 aurait dépassé celle de l'année précédente.

(16) *I.P.E.*, 1012, 8 août 1983.

d'autres analystes et responsables : « Le pays progresse à grands pas vers un carrefour à partir duquel la nation entière peut être entraînée dans un gouffre. Etant donné l'extrême faiblesse de l'Etat bolivien, cela peut signifier sa désintégration. » On peut se demander si la responsabilité de cette évolution n'incombe pas aux dirigeants civils et militaires qui ont prétendu sauver le pays et l'ont conduit là où il est aujourd'hui — avec bien sûr le concours de groupes d'intérêts étrangers. Ces dirigeants n'ont jamais appartenu ni représenté la classe ouvrière ou la paysannerie. Par contre le mouvement syndical bolivien s'est toujours caractérisé, lors des derniers mois aussi, par un sens des responsabilités et un pragmatisme qui ne semblent caractériser ni les entrepreneurs, ni les milieux politiques, ni les représentants sur place des organismes internationaux, ni non plus les classes moyennes. Jusqu'à présent, les mouvements ouvrier et paysan boliviens ont démontré être très supérieurs au comportement ou aux déclarations critiquables de certains de leurs représentants. Et on ne voit pas quelle autre force pourrait retenir le pays sur la voie du désastre.

2° En Bolivie depuis 1952, que le régime soit militaire ou civil, l'exclusion des secteurs populaires de la sphère politique, n'a d'égal que la réitération compulsive du projet de les utiliser comme bases d'appui, de les encadrer et de les mobiliser. L'exclusion, ainsi que la volonté de contrôle et de manipulation, sont d'autant plus frappantes que le mouvement populaire, et tout particulièrement le mouvement ouvrier, s'y présentent avec une vocation politique et une volonté d'autonomie qui n'ont leurs pareilles dans aucun autre pays d'Amérique latine. Dans ces conditions les tentatives des gouvernements populistes de s'appuyer sur le mouvement syndical ont donné lieu à des malentendus tragiques et ont fait long feu, même si elles renaissent toujours de leurs cendres : Paz Estenssoro 1952-1956 ; Torres 1971 ; Natusch 1979 ; Siles 1982-1983.

3° Les crises politiques et économiques conduisent donc des gouvernements faibles et en difficulté à chercher l'appui d'un mouvement syndical qui représente une relative permanence et une relative dynamique de la société civile face à un Etat déliquescant, à une armée tournée contre la nation, à une bourgeoisie et à des classes moyennes faibles ou inexistantes.

Ces situations et ces contextes conduisent le syndicalisme

à se comporter en acteur politique, à ne pas se limiter au rôle d'acteur social dans lequel les autres forces politiques, y compris celles qui font appel à lui pour renforcer leur assise, voudraient l'enfermer. Cela se traduit par la réapparition chronique de formules diverses de co-gouvernement et par leur échec répété.

4° Pour ses promoteurs, le type de cogestion instauré dans la COMIBOL en 1983, loin d'être une participation des travailleurs à la gestion de la crise, à l'administration d'entreprises en déclin, est la condition d'une relance de ces entreprises qui se fera par le biais de l'assainissement, de la diversification de la production, de la modernisation de l'appareil productif, mais surtout grâce à la motivation et à la mobilisation des salariés qui sont les premiers intéressés à sauver l'outil de production et les emplois, à préserver ce qui fut jusqu'à récemment la principale source de devises pour le pays, à défendre un élément vital du patrimoine national.

5° Toujours pour ses promoteurs, la formule bolivienne de cogestion se démarque des formules suédoise et allemande, et plus généralement d'une organisation du travail capitaliste (mais aussi de celles qui ont cours dans les pays du « socialisme réel ») par au moins deux aspects : la majorité ouvrière dans les instances de gestion ; la volonté d'inverser le courant de circulation des décisions qui dans toute organisation autoritaire du pouvoir économique se fait du sommet vers la base.

6° La rupture en août 1983 des négociations concernant le co-gouvernement a renforcé au sein du mouvement syndical les courants qui convergent dans une double stratégie et qui y étaient déjà très actifs (mais non hégémoniques) depuis octobre 1982 :

— se définir comme une opposition syndicale (revendication - négociation...), soucieuse du maintien de la démocratie et démarquée de l'opposition politique (parlementaire) ;

— réussir la cogestion et confirmer ainsi l'image d'une force pragmatique et responsable.

Ce n'est donc pas un programme exclusivement revendicatif. Même sans le prolongement de la participation ouvrière au gouvernement, la cogestion telle qu'elle est mise en place a une portée politique : le sauvetage de la COMIBOL est présenté comme une nécessité nationale et la participation au

pouvoir économique comme un pas en direction d'une future redistribution du pouvoir politique. En Bolivie, aujourd'hui comme hier, le syndicalisme, qui illustre plus que nulle part ailleurs en Amérique latine le principe de la lutte des classes, est également porteur d'un projet national et d'un projet démocratique.

7° La Bolivie est-il le dernier pays de l'utopie ouvrière ? « Les utopies sont la première saisie des enjeux et des conflits sociaux en formation, mais leur temps s'achève », a écrit Alain Touraine (17). Dix ans après, l'histoire semble avoir un peu partout confirmé ce jugement. Sauf en Pologne peut-être. Sauf en Bolivie aussi, où les rêves et les aspirations des débuts du mouvement ouvrier n'ont jamais été complètement étouffés sous la bureaucratie ou la répression, ni détournés par les appareils politiques. Aujourd'hui encore, alors que tous s'accordent pour diagnostiquer une accélération de la désagrégation du pays, le mouvement ouvrier et le mouvement paysan y apparaissent comme les seuls acteurs qui parient sur la possibilité d'une société libérée des forces de domination et de destruction. C'est la même utopie avec un nouveau nom (l'auto-gestion) et de nouveaux programmes (la cogestion, etc.).

Les utopistes boliviens ne sont pas des théoriciens, mais des hommes et des femmes formés au sein des communautés minières et paysannes, dans les assemblées ouvrières, dans la pratique de responsabilités syndicales dont la caractéristique est de recouvrir tous les champs d'activité sociale, dans la clandestinité, etc. Les utopistes boliviens sont les gens les plus réalistes et les plus pragmatiques qui soient. Mais ils ne sont pas toute la nation et ne maîtrisent pas les conditions internationales qui contribuent à faire de la Bolivie et de nombreux autres pays non industrialisés du tiers monde des pays aujourd'hui à la dérive.

Les militants ouvriers et paysans qui en 1983-1984 ont lutté et luttent pour traduire en projet de société et en pratique sociale la visée autogestionnaire parviendront-ils à maintenir et à étendre la mobilisation qui fut celle des premiers mois ou assistons-nous déjà à un reflux du mouvement ? On sait que l'histoire des conseils ouvriers au xx^e siècle est pleine de ces expériences riches mais de courte durée.

« Si la gestion collective de la production et de la vie

(17) A. TOURAINE, *Lettres à une étudiante*, Le Seuil, 1974, p. 9.

sociale en tant que projet historique ne trouve pas sa racine dans le désir et la capacité des hommes de faire vivre ce projet, c'est qu'il est condamné à n'exister que comme une utopie stimulante », écrit Cornélius Castoriadis (18). Le moment actuel du mouvement social en Bolivie est peut-être celui d'une réponse positive ou négative à cette inquiétude. Si elle est négative, les forces qui poussent la société bolivienne en direction du gouffre auront gagné une nouvelle partie, et il apparaîtra que l'idée d'une gestion collective de la vie sociale ne survivrait en Bolivie que parce que l'idée d'une nation bolivienne est également utopique (en Pologne le même problème se pose différemment, mais la comparaison n'est pas totalement dépourvue de sens : l'idée nationale n'y a cette force que parce que sa réalisation historique sous forme d'une nation indépendante a toujours été contrecarrée). Des rêves liés à l'histoire de Potosi à l'aspiration à une société autogérée, la réalité de la Bolivie n'a-t-elle pas toujours été celle de l'utopie ?

(18) C. CASTORIADIS, *La société bureaucratique*, Plon, 10/18, 1973, tome 1.

ABREVIATIONS EMPLOYEES

- F.S.T.M.B.** : *Federación Sindical de los Trabajadores Mineros de Bolivia.*
- Y.P.F.B.** : *Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos.*
- C.B.F.** : *Coordinación Boliviana de Fomento.*
- C.S.U.T.C.B.** : *Confederación Sindical Unificada de los Trabajadores Campesinos de Bolivia.*

LE SYNDICALISME : RÉVOLUTIONNAIRE DANS LE SOCIALISME RÉEL ?

par

NICOLAS TRIFON

Syndicat et mouvement : cinq cas de figure

Depuis les années soixante-dix, les régimes se réclamant du socialisme réel sont confrontés à des phénomènes de revendication, de contestation et d'opposition qui relèvent à la fois du mouvement ouvrier et, chose nouvelle, du syndicalisme. Plusieurs cas de figure se sont présentés. On peut en distinguer déjà trois, selon que l'initiative de constitution d'un syndicat libre correspondait à une volonté de : 1° déclencher un mouvement ouvrier — en donnant l'exemple et en fournissant des éléments, notamment juridiques, susceptibles de favoriser l'apparition de conflits et la formulation de revendications ; 2° empêcher l'isolement — sur le plan de l'information et de la solidarité — de conflits ouvriers exemplaires mais à caractère local ou régional ; 3° faire aboutir des revendications ayant déjà été formulées lors de soulèvements ouvriers d'envergure et de donner les moyens d'expression et d'organisation autonomes à un mécontentement populaire généralisé.

La création de syndicats libres peut revêtir d'emblée le caractère d'une revendication collective à la faveur de mouvements de grève allant explicitement en ce sens ; ce serait le quatrième cas de figure. Enfin, à la suite d'un conflit ouvrier

important mais sans lendemain, et dans la perspective d'ouvrir une brèche dans le glacis régnant, un groupe spécifique peut se constituer autour de l'idée de syndicats indépendants. Avec ce cinquième cas nous avons fait le tour de la question (1).

Géographiquement, il est facile de localiser ces cas de figure : le premier en U.R.S.S., à travers les tentatives de Khlebanov et le S.M.O.T. (Union interprofessionnelle libre des travailleurs) — le témoignage de Borissov sur la vocation du S.M.O.T. « de développer un mouvement ouvrier ; non pas de l'aider mais de lui donner la possibilité d'exister, de se manifester » (2) est significatif ; le deuxième en Roumanie, où le S.L.O.M.R. (Syndicat libre des travailleurs de Roumanie) est créé en février 1978 à la suite des grèves des mineurs de la vallée de Jiu (août 1977) ; le troisième en Pologne à travers l'initiative de Switon — chronologiquement la première dans le genre —, et, surtout, le K.W.Z.Z. (Comité consultatif des syndicats libres de la Baltique) en 1978, animé par Gwiazda, Walesa, Walentyowicz et Lis ; le quatrième en Chine, à l'occasion du rétablissement des syndicats, suspendus pendant la Révolution culturelle, lorsque des grèves ont éclaté dans plusieurs usines pour réclamer des syndicats libres « comme en Pologne » ; le cinquième à Cuba, après les conflits ayant eu lieu dans l'industrie du sucre — les autorités cubaines ont ultérieurement reconnu la raison de la condamnation à mort de cinq des dix-sept inculpés dans cette « affaire » (cf. *L'Humanité* du 5 et 17 mai 1983).

A une exception près, ces initiatives se sont soldées par des échecs : en U.R.S.S., les efforts du S.M.O.T. ne se sont pas traduits par l'émergence d'un mouvement ouvrier ; en Roumanie, malgré sa percée initiale (plusieurs milliers d'adhésions publiques), le S.L.O.M.R. n'a pas pu opérer la jonction avec le mouvement ouvrier et populaire qui allait connaître, lui, plusieurs moments forts ; en Chine, les syndicats rétablis par Deng Xiaoping sont loin de se conformer aux souhaits des grévistes évoqués plus haut ; à Cuba, enfin, si les peines de mort ont

(1) Les informations dont nous disposons couvrent de manière très inégale les situations évoquées. On pourrait ajouter un sixième cas de figure : celui des personnes emprisonnées non pas pour avoir participé à des grèves mais pour y avoir exprimé la nécessité de formation de syndicats indépendants. Une situation de ce type nous a été signalée en Algérie à propos de deux ouvrières dans l'industrie textile.

(2) *Izток* (revue libertaire sur les pays de l'Est), n° spécial, septembre 1982, p. 25.

été commuées en détention à perpétuité, on n'entend plus parler de syndicats libres. L'exception, d'ailleurs partielle, c'est, bien sûr, la Pologne : en août 1980, les ouvriers en grève ont imposé les syndicats libres réclamés par le K.W.Z.Z., Solidarnosc a été toléré pendant un peu plus d'un an par le régime, mais le 13 décembre réduira brutalement à la clandestinité à la fois le syndicat et le mouvement ouvrier.

Ces actions (3) n'en ont pas moins laissé des traces — évidentes en Pologne — et ouvert des perspectives de changement autrement crédibles et libératrices que celles ouvertes par les vagues de contestation qui les ont précédées (autour de la « dissidence »), qui leurs ont succédé (le pacifisme indépendant, par exemple) et qui s'annoncent pour bientôt (liées au nationalisme des minorités en particulier). Bien que de portée très inégale (en raison du caractère hostile ou favorable, selon les cas, des contextes, des dynamiques et des conjonctures qui ont conditionné leur déroulement), ces pratiques que l'on repère dans les points les plus divers du socialisme réel procèdent toutes d'un rapport très étroit entre l'initiative d'un syndicat indépendant et la réalité du mouvement ouvrier. Si l'expérience polonaise constitue la principale référence des pratiques cubaine et chinoise, les initiatives soviétique et roumaine peuvent être considérées comme autonomes. Quoique exceptionnelle, la situation polonaise n'est, par conséquent, qu'un cas de figure parmi d'autres.

Une objection : la nature du syndicalisme occidental

Sans tomber dans l'antisindicalisme primaire, on ne peut ne pas constater que le syndicalisme réellement existant dans le monde libre (soit la forme d'institution *a priori* la plus vraisemblable des syndicats libres pour lesquels on combat avec tant de sacrifices dans le socialisme réellement existant) est, d'une part, en perte de vitesse, et constitue, d'autre part, une force qui participe, de fait et de droit, à la reproduction (parfois dans des conditions plus équitables) du système en vigueur. Parallèlement, il existe parmi les travailleurs, syndi-

(3) Peu de temps après, l'activité productive de ces usines changera de nature : on ne se contentait donc pas de liquider les organisations de la classe ouvrière ; si c'était nécessaire on intervenait carrément dans sa composition sociale.

qués ou non, et au sein de l'ensemble de la société des secteurs qui manifestent leur hostilité au système en place et qui se prononcent, parfois, pour sa modification radicale. A ceci il faut ajouter que, pas plus qu'à l'Est, en dépit des améliorations qui sont intervenues ces dernières décennies, la condition prolétarienne n'a changé qualitativement.

D'où viendrait alors la crédibilité du syndicalisme libre qui pointe à l'Est ? En quoi consisterait-il son contenu libérateur ?

On peut contourner cette objection, embarrassante, soit en prétendant que Solidarnosc n'était pas un syndicat, mais un mouvement social, ou national, ou les deux à la fois, soit en dissociant et en opposant le mouvement ouvrier et l'organisation syndicale. A mon avis ce n'est pas très sérieux. Solidarnosc constitue le prolongement organisé d'un mouvement social traduisant également des aspirations nationales mais dont la composante syndicale à proprement parler était déterminante. Afin de fournir une réponse cohérente et satisfaisante aux questions soulevées plus haut, il me semble nécessaire d'examiner la nature des syndicats officiels à l'Est.

Les syndicats officiels ou la phobie du conflit

Plus précisément, il s'agit de savoir si, en l'occurrence, on peut encore parler de syndicats. La réponse me semble négative pour des raisons de nature à la fois historique et structurelle.

L'instauration des régimes actuels s'est traduite dès le début par la liquidation des anciens appareils syndicaux — dont le rôle fut modeste dans les bouleversements ou les révolutions qui ont permis l'arrivée des communistes au pouvoir, au même titre, d'ailleurs, que celui de la participation de la classe ouvrière. Pourquoi cette liquidation qui, bien que réelle, est passée plus inaperçue que celle des partis politiques ? Bien entendu, parce que les communistes ne maîtrisaient pas les appareils en question : après la Révolution d'octobre, comme pendant la période 1944-1947 dans les pays de l'Est ou, un peu plus tard à Cuba (les élections syndicales libres — les dernières —, qui ont eu lieu dans ce pays en 1960, donc en pleine effervescence révolutionnaire, se sont soldées par un vote massif contre les membres du parti communiste, malgré les conseils du très charismatique Fidel Castro). Mais ce n'est

ni la seule ni la principale raison. Un exemple ponctuel mais révélateur : en 1947, des grèves éclatèrent dans plusieurs grandes usines situées à la périphérie de Bucarest. Or il se trouve qu'il s'agissait de l'un des rares bastions ouvriers des communistes. Evidemment, le mouvement fut réprimé dans le sang et, bien que les militants communistes fussent fort peu nombreux et que par conséquent leur influence fût très limitée dans ce pays, la direction du parti (et, déjà, de l'Etat) n'a pas hésité une seconde à s'aliéner l'un des rares secteurs qui lui était traditionnellement favorable et à tirer sur ses propres membres (4)...

En réalité, la liquidation des formes spécifiques d'organisation des travailleurs, indépendamment même du poids que les communistes pouvaient y peser, constituait une condition préalable, *sine qua non*, à la mise en place et au fonctionnement du nouvel Etat. Dans la même mesure où, une fois au pouvoir, le parti communiste n'est plus « un parti pas comme les autres » — vu qu'il vient d'éliminer, de manière qui plus est irréversible, les autres partis et qu'il cesse d'être un parti à proprement parler, le syndicat ne peut plus être considéré comme une simple « courroie de transmission ». Il est désormais appareil d'Etat, y compris sur le plan formel. Appareil d'un Etat structuré, sous-tendu et coiffé par un parti dont la fonction change considérablement : il est tout et, en même temps, pas grand-chose. Du jour au lendemain, lors du soulèvement hongrois en 1956, les communistes, tout-puissants la veille, se sont trouvés réduits à l'état groupusculaire et se sont vus obligés de se cacher en attendant l'arrivée de l'Armée rouge. En Pologne, pendant la période de Solidarnosc, les communistes qui ne voulaient pas se résigner au mutisme en attendant des jours meilleurs ou changer carrément de veste devaient jouer le rôle pitoyable d'extrémistes ou d'orthodoxes ; le triomphe de la ligne militaro-communiste de Jaruzelski à leurs dépens montre bien l'ambiguïté de la relation parti-Etat.

(4) Nous nous sommes délibérément limité aux actions qui ont un rapport précis avec les syndicats libres. Il en existe bien d'autres dont la nature moins ambitieuse ne diminue aucunement l'intérêt. Un exemple, parmi beaucoup d'autres : les propositions de l'ouvrier roumain Paraschiv concernant le mandat et l'assemblée générale. Pour ce qui est de la généalogie historique de ces actions, rappelons que les Conseils ouvriers hongrois en 1956 prévoient dans leur projet des syndicats indépendants (contrairement à des informations erronées qui circulent là-dessus dernièrement).

Outre la discontinuité historique non négligeable entre les syndicats d'avant et d'après la mise en place des régimes communistes, il existe une nette différence entre les syndicats officiels dans ces pays et les syndicats légaux dans les sociétés post-industrielles. L'atout majeur des syndicats occidentaux — qui leur confère un poids spécifique et leur permet d'accéder à une parcelle du pouvoir central — consiste dans leur capacité de gérer les conflits sociaux liés au monde du travail. Bien que directement associé au pouvoir central, donc plus puissant, le syndicat n'a pas cet atout dans le socialisme réel. Sa fonction est d'empêcher, coûte que coûte — y compris au sens littéraire de l'expression —, l'apparition des conflits, de désarmer toute situation pouvant y conduire, de rendre la notion même de conflit absurde. Le diagnostic-accusation de « délire réformiste » proféré à l'encontre de certains syndicalistes indépendants roumains, coupables d'avoir fait signer des pétitions concernant les conditions de travail, traduit bien cette phobie du conflit ouvert (5). Phobie qui relève moins d'une quelconque pathologie que de la rationalité du mode de domination totalitaire. L'arsenal dissuasif, répressif et, plus rarement, persuasif, dont disposent les syndicats officiels est à la mesure de leur importance sur l'échiquier institutionnel. En revanche, ils sont totalement dépourvus des dispositifs indispensables à la régulation des conflits. Avant de nous pencher sur cette impuissance devant les conflits sociaux, il me semble important d'essayer d'expliquer leur relative rareté et le caractère tardif de l'apparition des revendications concernant la constitution de syndicats libres.

La sécurité sociale comme « donnée » et comme « acquis »

L'omniprésence des syndicats — pièce maîtresse de la toute-puissance du parti et du contrôle étatique — n'explique pas tout. En effet, la sécurisation des travailleurs (dans les domaines les plus divers : emploi, conditions de travail, soins médicaux, logement, retraites, loisirs), soit les conditions mini-

(5) Les conflits latents et, surtout, indirects, à travers lesquels les travailleurs imposent, jusqu'à un certain point, un rapport de force qui leur est favorable, entrent dans une problématique distincte que je n'aborderai pas ici.

males (qui peuvent varier beaucoup d'un pays à l'autre) indispensables à une reproduction décente de la force de travail, ont été établies et institutionnellement garanties dès la mise en place de l'actuel régime. Or cette sécurisation, qui n'empêchait pas le développement d'un nouveau type de différenciation socio-économique, répondait, et répond toujours là où elle n'existe pas (la plupart des pays du tiers monde, par exemple), à une exigence réelle et profonde, parfaitement compréhensible, du mouvement ouvrier et des syndicats. Dans les sociétés occidentales, cette sécurisation a été à la fois acquise par des luttes ouvrières et syndicales et concédée par le capital dans son évolution — de son propre gré ou sous la pression de l'Etat (6).

La facilité avec laquelle on a liquidé les anciennes organisations syndicales et le caractère limité de l'opposition ouvrière lors de l'avènement du socialisme réel, ainsi que la rareté des conflits sociaux pendant les années suivantes, s'expliquent en grande partie par cette énorme concession, sans précédent historique de par son ampleur, dans le domaine de la sécurité sociale. Loin d'être un acquis, même partiel comme à l'Ouest, cette sécurité constitue une donnée dont il faut absolument tenir compte si l'on veut comprendre la complexité de la réalité ouvrière dans ces pays. C'est en raison de cette donnée que les syndicats officiels ont pu remplir, jusqu'à un certain point, mais avec un succès certain, la tâche qui leur avait été assignée. Cependant, cette donnée comportait d'emblée des limites et se révélera plus tard relative.

L'écart entre les droits théoriques des travailleurs et la réalité de leur condition était dès le départ considérable. L'élimination des abus, la punition des brimades, bref, la réduction de cet écart, ne pouvaient être qu'aléatoires. Les droits en question ne résultaient pas d'un rapport de force ; il s'agissait d'une concession accordée sous certaines conditions, notamment celle, draconienne, de s'abstenir de toute action ne s'encadrant pas dans les règles et les hiérarchies rigoureusement établies par le régime. Ce genre d'actions, même inoffensives,

(6) La sécurisation n'est pas le seul objectif, ni la seule raison d'être de toute organisation syndicale, ni de tout mouvement ouvrier. La réalisation, même formelle, de cet objectif pour lequel on se battait en Europe notamment avant la dernière guerre, et on se bat toujours dans tant de pays du tiers monde, peut, cependant, créer une certaine confusion quant à la raison d'être des syndicats indépendants du pouvoir en place, dans le cadre des pays socialistes.

étaient décrétées contre-révolutionnaires dans la mesure où elles étaient perçues par les autorités comme une remise en question d'un régime dont le caractère socialiste résidait, selon elles, dans l'institutionnalisation des droits des travailleurs. Mais — et c'était un cercle vicieux —, l'application de ces droits ne pouvait être efficace que grâce à une mobilisation effective des travailleurs, donc aussi, nécessairement, grâce à des actions comme celles qualifiées de contre-révolutionnaires. De ce point de vue, la « démocratie socialiste » ou « populaire » est plus formelle — vicieuse et cynique — que la démocratie bourgeoise.

Relative (puisque'elle ne modifie pas fondamentalement la condition prolétarienne) et reposant sur une contradiction insoluble comme nous venons de le voir, la sécurité sociale s'est révélée, en plus, réversible dès lors que surgissaient des difficultés, surtout économiques, majeures. A moins de continuer à entretenir, ou de restaurer, un climat de terreur, les autorités allaient se heurter à des conflits cette fois-ci inévitables. D'autant plus que les syndicats officiels participaient directement au grignotage des droits des travailleurs, alors qu'en Occident les syndicats s'opposent (modérément et parfois démagogiquement) à ce genre de restrictions et limitent ainsi les dégâts (ainsi que la colère, d'ailleurs). C'est l'augmentation du prix des aliments de base, donc la brutale diminution du pouvoir d'achat des salariés, qui a provoqué les soulèvements polonais. Les mineurs de la vallée de Jiu se sont mis en grève à cause de la modification du système des retraites et de la suppression de la ration de lait accordée à ceux qui descendaient dans les puits. Si le non-respect ou l'abolition de certains droits sont à l'origine des conflits, le caractère formel — qui n'échappe à personne — de nombreux autres droits ne peut qu'amplifier les conflits et conduire à leur généralisation. Ce à quoi s'ajoute la soudaine prise de conscience du décalage entre la condition misérable des ouvriers et leur pouvoir potentiel.

Face à une telle dynamique, les syndicats officiels ne peuvent rien faire ; c'est pourquoi il me semble difficile de les nommer « syndicats ». Tout au moins au même titre que les autres : qu'ils soient d'obédience social-démocrate, communiste ou démocrate-chrétienne, liés à des mafias ou des gouvernements, rouges ou même jaunes (maison). La C.G.T. a beau être la courroie de transmission du P.C.F. prosoviétique et de faire

partie de la F.S.M. dont le centre se trouve à Prague, elle se distingue de ses consœurs « orientales » par sa capacité (discrète, limitée mais réelle) d'assurer, à son niveau, la bonne, équitable et réaliste marche en avant du système dominant en France. Même si sa direction nourrit l'ambition d'accéder un jour à un statut similaire (côté pouvoir) à celui des syndicats soviétiques ou bulgares, les inquiétudes causées par les nouveaux problèmes qui les attendent ne doivent pas manquer. La position, critique chez les uns (le P.C.I.), réservée chez les autres (le P.C.F.), des communistes occidentaux sur les « manquements à la démocratie socialiste » s'explique par ces inquiétudes.

Le syndicalisme : révolutionnaire à l'Est, mais pas à l'Ouest

Le mouvement ouvrier et le syndicalisme indépendant, surtout dans un pays comme la Pologne, résultent de préoccupations qui s'apparentent sur certains points à celles des travailleurs occidentaux. A de très rares exceptions près — plutôt dramatiques : cf. la grève des mineurs anglais —, ces derniers ont été plus discrets ces dix dernières années et n'ont jamais mis sérieusement en question l'establishment, ni avancé des programmes alternatifs crédibles.

L'incapacité structurelle du système étatique propre au socialisme réel d'intégrer les syndicats libres confère à ces derniers, indépendamment même de leur volonté, une vocation révolutionnaire. La situation occidentale est symétriquement opposée : à moins de changer de nature — et ses maîtres connaissent bien les inconvénients de l'aventure fasciste, militaire ou communiste —, le système dominant ne peut pas se passer des syndicats ; tout au plus peut-il favoriser ou freiner leur essor. Réciproquement, les syndicats ne peuvent renoncer à la position — modeste mais sûre — qu'ils occupent. L'aventure est la dernière des choses auxquelles peut aspirer une institution, quelle qu'elle soit : syndicat, armée, Eglise, etc.

La raison pour laquelle le syndicalisme est révolutionnaire à l'Est est du même ordre que celle pour laquelle il ne l'est pas à l'Ouest. Mon raisonnement peut paraître simpliste, et l'est dans une certaine mesure ; il aboutit à une idée qui pourrait cependant être stimulante pour la compréhension des

choses. A condition d'une part, de ne pas perdre de vue qu'il s'agit d'une hypothèse et, d'autre part, de la manier et de l'appliquer avec prudence ; à condition, bien entendu, de préciser ce que l'on entend par « révolutionnaire ».

Révolutionnaire, tout d'abord au sens le plus élémentaire et prosaïque du mot : Solidarnosc, de par son existence même, menaçait le régime polonais un peu comme les exploits de la guérilla salvadorienne, l'accumulation des martyrs dans les manifestations de rue à Téhéran ou l'accroissement des soldats soviétiques tués dans le Panchir menaçaient ou menacent les régimes en place dans ces trois pays. Les modifications entraînées par le mouvement ouvrier, le syndicat Solidarnosc et la dynamique sociétariaire qu'ils avaient favorisée relevaient à la fois de ce que l'on peut appeler une révolution bourgeoise (rétablissement des droits démocratiques élémentaires), une révolution nationale (affirmation de l'identité nationale contre l'emprise d'une superpuissance limitrophe) et une révolution socialiste antibureaucratique (mise en pratique des droits sociaux dont l'application était entravée par l'intérêt de classe de la bureaucratie). Néanmoins, aucune de ces notions, pas plus que les trois à la fois, ne décrivent convenablement la situation polonaise dans sa globalité et dans ses potentialités. Ce n'est pas un hasard si les partis, les discours et les programmes politiques proprement dits à même de faire aboutir une révolution bourgeoise, nationale ou socialiste, ont joué un rôle aussi infime en Pologne.

La révolution amorcée par Solidarnosc — et je ferai abstraction des convictions de ses agents, en l'affirmant — était une révolution sociale. En quel sens ? Dans le socialisme réel, nous l'avons vu, le syndicat indépendant est incompatible avec le système en place ; historiquement cela s'est vérifié partout. Juridiquement garantie ou non, son existence est fonction d'un rapport de forces. A lui seul, un appareil syndical ne peut pas se mesurer à l'Etat. Seul un mouvement social fort et actif en permanence peut imposer et entretenir le rapport de forces nécessaire à l'existence du syndicat. En Pologne (et dans tous les cas de figure examinés, même lorsqu'il ne s'agissait que de vagues initiatives de constitution de syndicats libres ou de simples ébauches de mouvement), syndicats et mouvement sont indissociables dans la mesure où les deux sont incompatibles avec le système en place qui, lui, exclut, à n'importe quel prix, le conflit et tout ce qui pourrait lui ressembler.

Evidemment, ce serait un tour de passe-passe que de dire que le conflit entre le mouvement social et le syndicat est inhérent, de même que le conflit à l'intérieur du mouvement et du syndicat, à une situation qui procède d'une conception fondée sur la manifestation et non l'escamotage du conflit. La défaite, partielle et provisoire à mon avis, du mouvement social et du syndicat Solidarnosc est due au décalage progressif entre eux. Ceci a été pire que si le conflit entre les deux avait lieu ouvertement ; parce qu'un tel décalage implique désaffection d'un côté et décollage de l'autre. Ce fossé qui s'est creusé subrepticement a multiplié et aiguisé les conflits à l'intérieur de la direction du syndicat entre modérés irresponsables, réformistes utopiques et partisans des radicalismes les plus divers et contradictoires. Bien qu'ils se réfèrent à la tension entre le syndicat et le mouvement, entre la direction et la base et, en un sens la reflètent, ces conflits étaient insolubles en raison de la désaffection du mouvement. Sans la participation active de ce dernier, personne ne pouvait avoir raison ; surtout pas de l'Etat. L'épisode de Bydgoszcz, en mars 1981 (lorsque Walesa a imposé sa décision de ne pas répondre par la grève générale à la provocation de la milice, passant outre la décision prise démocratiquement par les délégués du syndicat), marque le début de la fin. La désaffection de la base, du mouvement, présumée par Walesa (et qu'une grande partie des militants actifs craignaient) allait s'amplifier inexorablement. Indépendamment du degré réel de mobilisation de l'époque de Bydgoszcz — sans doute supérieure à celle de la veille de l'instauration de l'état de guerre —, la décision de Walesa (partagée, de fait, par beaucoup d'autres) de ne pas y faire appel signifiait l'autonomisation du syndicat, de sa direction et de son président par rapport au mouvement et, du coup, l'effilochement de ce dernier. La fraction la plus intelligente de l'Etat polonais l'avait compris et en fera un bon usage le 13 décembre.

On pourra me rétorquer qu'à partir de ce que je viens de dire le syndicat a cessé d'être révolutionnaire ; c'est certain ! Et c'est la raison pour laquelle et le syndicat, et le mouvement ont perdu sans même livrer bataille, sans intensifier la révolution sociale qu'ils avaient initiée. Pouvait-on gagner la bataille ? Si on la gagnait, sur quoi aurait-on débouché ? Il est impossible de répondre à ces questions parce que la révolution sociale relève par définition, contrairement à l'institution étatique, de

l'aventure, et parce que jusqu'à nos jours aucune n'en est sortie victorieuse. Je parle bien de révolution sociale et non pas de son ersatz à l'usage des tyrans, des fonctionnaires et des faibles d'esprit que l'on nomme « révolution socialiste » et qui décrète et programme étape par étape le socialisme réel.

Je ne m'attarderai pas ici sur les constantes objectives du mouvement de revendications mené par Solidarnosc (la tendance vers l'égalitarisme, sur le plan économique, par exemple), ni sur les formes d'action et de démocratie directe qui ont pu y surgir (7), et qui justifient l'usage, à propos de la Pologne, de la notion de révolution sociale ; pas plus que sur la manière de relativiser un certain nombre d'objections concernant le rôle de l'Eglise et de la religion (8). Je proposerai toutefois, avant de conclure, une comparaison qui pourrait surprendre : celle entre le syndicalisme polonais d'une part, et le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme, d'autre part.

L'évolution de Solidarnosc et de la réalité polonaise depuis le 13 décembre confirme, à mon avis, le bien-fondé d'un tel rapprochement. Qu'il s'agisse des pratiques et des prises de position de la T.K.K. (cf., surtout, l'autogestion entendue non seulement comme but mais aussi comme moyen) (9), de son opposition à l'avant-gardisme et de son autonomie à l'égard des partis politiques et du faible impact social de ces derniers ou qu'il s'agisse de l'évolution des rapports entre l'Eglise et le mouvement social (cf. l'échec du projet de syndicats chrétiens et les positions ambiguës de l'épiscopat ouvertement critiquées) et de la place accordée à la démocratie directe dans les projets de société liés au mouvement social ainsi que l'incompatibilité clairement définie entre l'Etat et une économie socialisée (10). Il s'agit, certes, d'un terme de comparaison éloigné dans le temps, mais aussi d'une orientation et d'un courant qui ont constitué l'expression la plus vigoureuse et la plus authentique de l'histoire du mouvement ouvrier. Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme constituent en même temps

(7) Cf. « La Pologne : les mots et les choses », in *Izток*, n° spécial, septembre 1982.

(8) Cf. « Les Polonais croient-ils vraiment en Dieu ? », communication à la rencontre internationale anarchiste, Venise, septembre 1984.

(9) Cf. « A propos de l'autogestion en Pologne depuis le 13 décembre », *Izток*, n° 8, mars 1984 ; « Solidarnosc aujourd'hui : la T.K.K. », *Change International*, n° 1.

(10) Cf. Ian HARTMAN, *L'autogestion dans l'économie du socialisme réel*, Bibliothèque ouvrière populaire, Varsovie, 1983 (à paraître en français).

dans le vocabulaire marxiste-léniniste une « accusation » correspondant aux luttes qui échappent aux médiations partidaires et idéologiques et qui désespèrent par conséquent les communistes et leurs conceptions. Un peu comme le mouvement social et Solidarnosc les ont désespérés et vont, vraisemblablement, les désespérer encore.

Aucune figure militante n'incarne le processus que je viens de suggérer, aucune idéologie ne l'exprime, aucun parti politique ne le programme. On peut toujours se dire que le militantisme, la politique et l'idéologie — notions depuis longtemps en crise ouverte à l'Est — ne sont que des mots qui n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité. Il ne s'ensuit pas moins un vide qui risque d'être rempli avec n'importe quoi, par n'importe qui. Encore faudrait-il, pour que la révolution dont nous venons de parler aboutisse, que ceux qui la font la vivent comme telle. Encore faudrait-il que l'on sache dans les sociétés post-industrielles s'il y a encore quelque chose qui soit révolutionnaire — vu que le syndicalisme ne l'est plus. Encore faudrait-il savoir faire en sorte que les révolutions du tiers monde n'aboutissent plus à de simples caricatures des démocraties occidentales ou à de sinistres copies du modèle soviétique.

Pour ma part, je ne le sais pas.

L'anarcho-syndicalisme a-t-il encore un avenir? Ou, sous une autre forme, la lutte ouvrière, le mouvement ouvrier sont-ils encore une voie possible pour une transformation libertaire de la société?

Daniel COLSON: Anarcho-syndicalisme et pouvoir; Luis Andres EDO: Syndicalisme révolutionnaire; Octavio ALBEROLA: Le déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol; Yvon LE BOT: Le dernier pays de l'utopie ouvrière? Nicolas TRIFON: Syndicalisme: révolutionnaire dans le socialisme réel?

Lyon, Atelier de création libertaire,
1985. 56 F.